

EUROPE

Grande-Bretagne

L'enjeu anglais

(Suite de la première page.)

Au contraire, Arthur Koestler, dans *Sudite d'été*, attribue le mal de la Grande-Bretagne à moins à la perte de son empire qu'à la perte de son âme. Les difficultés anglaises ne seraient que les symptômes d'un royaume dont l'âme se désolait, le monde se désolait, la civilisation se désolait. Ces deux thèses s'ajoutent.

Il y a de sérieux raisons de penser que le redressement prévu et énoncé. Ce qui a disparu, c'est un système mondial dirigé de Londres, exposé, comme tous les systèmes, à l'usure du temps et probablement incapable de sauver. Ce n'est pas l'Anglais.

En premier lieu, le choix n'est plus, pour les Britanniques, entre l'Europe et le grand large, mais entre l'Europe et une Angleterre diminuée. La route des Indes continuera longtemps le pivot du système anglais. Elle a été englobée par l'histoire. Mais ce système existait, à savoir le besoin absolu pour l'Angleterre de déployer son appareil commercial et financier au sein d'un vaste ensemble que les modestes ressources ne pouvaient offrir. Déjà, l'Angleterre ne se désolait pas de l'absence d'un empire, elle se désolait de l'absence d'un empire romain, le départ des légions en l'an 410 n'était pas un échec, c'était une victoire.

En outre — et c'est le second point à considérer — les efforts ont été entrepris dans l'idée que le retour définitif en Europe de ce vieux pays, qui en est le prolongement, s'opère et s'opérera, signifiant une hausse supplémentaire du coût de la vie. Cette ambiguïté, que travaillent l'Angleterre fait encore illusion à certains Anglais qui ne voient pas ce qu'elle est devenue.

Aujourd'hui, le Royaume-Uni ne trouve plus dans le grand large extra-européen la plate-forme de sa richesse et de sa puissance. En 1938, il payait le quart de ses achats à l'étranger avec les revenus de ses placements extérieurs; de 1966 à 1972, il n'en a couvert que 5 % environ. L'Europe occidentale, passée à 41 %, augmentant sa part de moitié. Le Royaume-Uni a donc perdu son rôle de dominion absorbant avant guerre la moitié de ses exportations, maintenant 40 % de ses importations. En 1972, il se représentait plus que 30 % de son budget total, alors que l'Europe occidentale, passée à 41 %, augmentant sa part de moitié. Le Royaume-Uni a donc perdu son rôle de dominion absorbant avant guerre la moitié de ses exportations, maintenant 40 % de ses importations. En 1972, il se représentait plus que 30 % de son budget total, alors que l'Europe occidentale, passée à 41 %, augmentant sa part de moitié.

ASIE

Cambodge

Alors que des succès militaires sont enregistrés

La presse de Phnom-Penh dénonce le « gangstérisme » et la « corruption »

Les troupes du maréchal Lon Nol ont marqué des points la semaine dernière, progressant au nord de Phnom-Penh, et occupant une position stratégique dominant Oudong, l'ancienne capitale royale occupée par les Khmers rouges. Un groupe d'opinion de la faculté des lettres a remis le même jour à la presse un communiqué dénonçant les « gangstérisme » et la « corruption » de la presse de Phnom-Penh, que des milliers de lecteurs ont lu avec intérêt.

Depuis, de l'avis même des dirigeants, aucun redressement n'est noté sur le plan économique. Les prix montent, les produits pétroliers manquent, la riz et le riz sont en quantité insuffisante. Les prix des produits de première nécessité sont en hausse, les prix des produits de première nécessité sont en hausse, les prix des produits de première nécessité sont en hausse.

En outre, la politique étrangère n'est pas non plus satisfaisante. Le rôle du Cambodge est en jeu, le rôle du Cambodge est en jeu, le rôle du Cambodge est en jeu.

Chine

La campagne d'affiches de Pékin

Le « SINGE D'OR » EST DÉMOSQUÉ

La campagne d'affiches sur les murs de Pékin se poursuit avec violence. Le « SINGE D'OR » EST DÉMOSQUÉ. La campagne d'affiches sur les murs de Pékin se poursuit avec violence. Le « SINGE D'OR » EST DÉMOSQUÉ.

FONDS SOCIAL JUIF UNIFIÉ

Elections au Conseil National

Le 15 décembre 1974, il sera procédé à Paris et dans 130 circonscriptions régionales à l'élection de 130 membres du nouveau Conseil National du F.S.J.U.

Il est rappelé que pour être électeur, la date limite d'adhésion au F.S.J.U. a été arrêtée au 31 juillet 1974.

Pour être candidat aux élections, la date limite de dépôt de candidature a été fixée au 15 septembre 1974.

Pour tous renseignements et envoi de documentation F.S.J.U. Secrétariat Général : 19, rue d'Alger - 75008 Paris Tél. 522-13-69 - Pages 231 ou 238.

Italie

Les nouvelles mesures prises par le gouvernement devraient permettre de combler près de la moitié du déficit commercial prévu pour 1974

Le gouvernement italien, réuni samedi 6 juillet au palais Chigi, a adopté une série de mesures fiscales destinées à faire rentrer dans les caisses de l'Etat 3.000 milliards de lire. Ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Le ministre italien des finances, M. Colombo, ministre du Trésor, a déclaré que ces mesures ont pour but de combler une partie du déficit commercial prévu pour 1974.

Allemagne fédérale

M. Egon Bahr est nommé ministre de la coopération économique en remplacement de M. Eppler

De notre correspondant

Bonn — Le chancelier Schmidt a proposé le samedi 6 juillet au président de la République fédérale de nommer M. Egon Bahr ministre de la coopération économique. M. Bahr a été nommé ministre de la coopération économique en remplacement de M. Eppler.

Cette nomination est apparue comme une véritable provocation à l'opposition chrétienne-démocratique. M. Bahr a été nommé ministre de la coopération économique en remplacement de M. Eppler.

M. Bahr a été nommé ministre de la coopération économique en remplacement de M. Eppler.

M. Bahr a été nommé ministre de la coopération économique en remplacement de M. Eppler.

M. Bahr a été nommé ministre de la coopération économique en remplacement de M. Eppler.

M. Bahr a été nommé ministre de la coopération économique en remplacement de M. Eppler.

M. Bahr a été nommé ministre de la coopération économique en remplacement de M. Eppler.

M. Bahr a été nommé ministre de la coopération économique en remplacement de M. Eppler.

M. Bahr a été nommé ministre de la coopération économique en remplacement de M. Eppler.

M. Bahr a été nommé ministre de la coopération économique en remplacement de M. Eppler.

M. Bahr a été nommé ministre de la coopération économique en remplacement de M. Eppler.

M. Bahr a été nommé ministre de la coopération économique en remplacement de M. Eppler.

Portugal

LA COALITION GOUVERNEMENTALE CONNAÎT DE SÉRIEUSES DIFFICULTÉS

Lisbonne (A.F.P.). — On s'accorde, dans tous les milieux, à considérer en mauvais état le gouvernement portugais. La coalition gouvernementale connaît de sérieuses difficultés.

LE CHANGEMENT DE L'ÉCHÉQUIER

M. Denis Healey, à la tête du gouvernement britannique, a déclaré samedi 6 juillet qu'il y avait une interview à la B.B.C. que les électeurs britanniques s'attendaient à voir.

AMÉRIQUES

LA TROISIÈME ÉPREUVE ÉLECTORALE DE M. TRUDEAU

Dans les deux articles précédents (« Le Monde » des 6 et 7-8 juillet), Michel Tatu a exposé les thèmes de la campagne électorale et analysé les chances des principales formations. Notre correspondant à Montréal décrit ci-dessous les raisons historiques du choix politique du Québec.

Montréal. — Les métamorphoses de M. Pierre Elliott Trudeau, dont l'effet reste incertain dans le Canada anglais, n'affaibliront pas doute pas le Québec. Le brillant intellectuel non conformiste et Canadien-Français de 1968 avait obtenu au Québec le même nombre de sièges qu'un Lester Pearson, anglophone et évincé en 1965 ; le philosophe de l'unité canadienne, en 1972, avait conservé au parti libéral ses cinquante-trois sièges québécois ; le premier ministre combattiviste et paranoïaque de 1974 devait donc augmenter son contingent québécois, ce qui lui permettra peut-être de conserver le pouvoir.

[illegible]

gouverneur anglais du Canada de 1867 à 1868, avant la création de la confédération : « Tant que les *Canadiens* (Français), écrivait le gouverneur, ne seront pas scindés en partis britanniques de noms correspondants, je ne crois pas qu'aucune administration forte et durable puisse être organisée... L'élément national se fonderait dans la politique et la scission que je propose était réalisée. La scission n'a pas été réalisée, et l'élément national ne s'est pas fondé.

Les Québécois se sont tournés vers le parti libéral — pourtant honni par l'Église catholique — à partir de 1931, afin de mettre un échec le parti conservateur, devenu après les années 90 le parti de l'impérialisme britannique. Lorsque le parti libéral est devenu majoritaire dans le Canada anglais à partir de 1935, parce qu'il était le parti de l'empire américain, le Québec a opté pour un système de double vote : au niveau fédéral, la pro-

De notre correspondant FRANÇOIS-MARIE MONNET

ince votait libéral pour écarter
es conservateurs du pouvoir ; au
niveau provincial, elle votait en
loc pour un parti conservateur
autonomiste, l' « union nationale »
de Maurice Duplessis.

De 1957 à 1963, John Diefenbaker réussit à rendre ses droits à la majorité anglophone du pays. Il réussit à imposer un gouvernement libéral, mais, Malheureusement, la « révolution tranquille » au Québec, couplant ses effets avec plusieurs interventions des États-Unis en faveur du parti libéral, renvoya les torfes dans l'opposition en 1963. Diefenbaker se proposait d'assimiler les Canadiens-Français. Pour mieux résister à l'influence américaine, il ne voulait voir au Canada qu'une seule nation. Malgré les efforts persévérants de son gouvernement, John Diefenbaker, pour regagner du terrain au Québec, le parti conservateur souffre toujours de cette image traditionnelle.

tations sont restées discrètes : quel bon s'astreindre à respecter un « bilinguisme fédéral » pour faire plaisir au Québec si même Québec tend à imposer l'unilinguisme français chez lui ? Ce n'est pas la première fois qu'une initiative « nationaliste » d'un gouvernement libéral québécois nuit, au Canada anglais, à un gouvernement libéral fédéral. C'est ce qui s'est passé au début de 1985. M. Jean Lesage, alors chef du gouvernement québécois, avait fait un voyage dans les provinces de l'Ouest pour rev

Les craintes

Les conservateurs de M. Stanfield se montreraient peut-être plus conciliants face aux revendications autonomistes de M. Borrasa. Mais l'arrivée au pouvoir de M. Stanfield, de l'aveu même du chef tory, serait une *etragia* du parti, car elle ferait passer

loriser le « fait français » et affirmer que le Québec était le « point d'appui » des minorités canadiennes-françaises du reste du pays. Il avait provoqué une réaction anticanadienne-française dans cette région qui avait profité aux conservateurs. Lesgoz souhaitait que le gouvernement Pearson restât faible. Il n'est pas dit que M. Bourassa ne souhaitât que le gouvernement Trudeau, partisan d'un fédéralisme centralisateur, reste faible, lui aussi, au moment où le premier ministre du Québec préconise une politique de « souveraineté culturelle » pour sa province.

es conservateurs

rit. Mais il est Canadien-Anglais et chef d'un parti dont les Québécois se méfient.

Au cours des quarante dernières années, les conservateurs ne sont parvenus à renverser la tendance au Québec qu'une seule fois.

canadien-anglais conservateur qui était apparu en octobre 1972 ne saurait résister longtemps à ses divisions internes sans le ciment du pouvoir. C'est ce qu'espère M. Trudeau, en continuant à s'appuyer sur un Québec « solidement libéral ». Mais M. Robert Stanfield est un homme patient et persévérant, un « modérateur » habile, moins populaire, mais plus « crédible » que M. Trudeau.

Après l'enthousiasme suscité par la « vision » qu'avait M. Diefenbaker d'un Canada uni, « Canadian and British », la réalité sociologique canadienne impose le retour à un dialogue unifié entre Lester Pearson, diplomate avant tout, et le premier ministre québécois de l'Union nationale, Daniel Johnson, dont le slogan était : « *Égalité ou indépendance* ». Rien ne dit qu'après l'échec de la vision d'un Canada uni et bilingue que M. Trudeau a tenté d'imposer un nouveau dialogue.

M. Robert Stanfield, partisan d'un fédéralisme décentralisé, et M. Robert Bourassa, premier ministre québécois, partisan de la « souveraineté culturelle du Qué-

En 1968, le programme du parti conservateur avait reconnu l'existence au Canada de « deux nations ». M. Trudeau ridiculisa cette affirmation qui, selon lui, ouvrait la voie au « séparatisme » québécois, tandis que M. Diefenbaker criait à la trahison. Ce n'était pourtant qu'un constat d'évidence dont les élections de 1974, après celles de 1972, font apparaître le bien-fondé.

DATA

Un vote « national »

Le vote « en bloc » des Québécois en faveur des libéraux s'explique plus par le rejet des conservateurs que par une adhésion massive au fédéralisme et de M. Trudeau. Un sondage récent révèle que si 80 % des Québécois francophones ont décidé de voter libéral, une proportion équivalente (26 %) se prononce favorablement au niveau provincial sur tout Québec (F.Q.), mais qu'au contraire, 50 % des anglophones ont déclaré leur attachement à la souveraineté. Bien qu'ils ne reconnaissent que la hausse du coût de la vie est leur principal souci, 28,5 % seulement des Québécois francophones pensent que le parti libéral est « le plus capable d'arrêter la hausse des dépenses »; pourtant, 30 % d'entre eux croient que le parti libéral est le meilleur parti. Le vote libéral au Québec semble donc être un vote polémique et « national ».

M. Trudeau, apparemment, l'a toujours compris ainsi. Alors que, pendant sa campagne de 1972, il sautait auprès des Québécois — et d'eux uniquement, — le « *pouvoir français* » à Ottawa, c'est-à-

[illegible]

Québécois comme le « gouvernement des
meubles d'Anglais », le « gouvernement
des voitures d'Anglais », les « salaires
trop bas », le P.Q. reçoit des lettres
maudites à ses adhérents de vote mau-
vais, « parce que tous les paroliers
sont fédéralistes », certains « ont
été victimes du P.Q. », d'autres « ont
été de la main de Stanfield à gagner le
district du 10 juillet », d'autres « ont
sondages », un électeur québécois
« conservateur » sur trois se penche
sur le P.Q. et le P.Q. est « le parti
des gens qui ne veulent pas que le
Québec soit un pays qui ne pas
manifeste contre le projet
du linguistique de M. Bourassa
— qu'il veut manifestant, au cours
du 24 juin 1968 à Montréal, au cours
desquelles M. Trudeau avait été
hurlé par les « séparatistes »
bombardé de tomates, n'avaient
pas été les « séparatistes ».

M. Stanfield mène au Québec une campagne «honnête»: Il renoncé à avoir un «lieutenant

lui; les Québécois se rallièrent afin de ne pas se retrouver dans l'opposition. Mais leur ralliement ne dura que le temps d'une élection, et ils furent profondément déçus par l'indifférence et l'incompréhension de M. Diefenbaker à leur égard.

D'autre part, le Canada anglais étant beaucoup moins homogène que la Québec, du fait de sa division en neuf provinces et en régions riches et pauvres, le « bloc

VOUS PERDEZ VOS CHEVEUX:
et pourtant vous avez tout essayé

Ces signes vous ont inquiété : chutes abondantes, cheveux secs, trop gras ou cassants, démangeaisons, pellicules. Ce sont les signes avant-coureurs d'une calvitie précoce.

Explication de ces symptômes. Les poussières, les sécrétions du cuir chevelu finissent par former une carapace qui obstrue l'orifice de la racine. Si l'on enraye pas ce processus, le cheveu tombe, et, comme la racine

Le Pire : Attendre : Si l'on attend, encore la cavité s'installe et il devient impossible d'intervenir efficacement. Lorsque la racine a disparu, le cheveu ne peut plus repousser.

L'INSTITUT CAPILLAIRE rejette tous les cas pour lesquels il n'y aurait pas de solution.
Rancez visite, écrivez au, mieux, téléphonez aujourd'hui même à

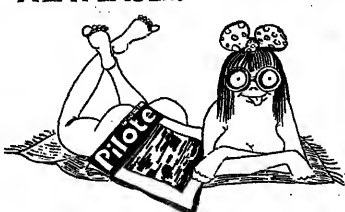
L'INSTITUT CAPILLAIRE pour prendre rendez-vous. Des applications domicile sont prévues pour les clients habitant hors ville.

INSTITUT CAPILLAIRE

AIJ-EN-PCE - 13100 1, rue Lapierre	(91)	26.37.01
ANGERS - 49000 15, bd Foch	(41)	88.57.03
CANNES - 06400 12, rue du Cdt André	(93)	39.79.55
CLERMONT-FD - 63000 27, rue Blatin	(73)	92.18.34
LIMOGES - 87000 6, rue Mireboeuf	(55)	32.45.31
MARSEILLE - 13001 54, rue de Rome	(91)	33.21.66
MONTEPELLIER - 34000 11, bd Sarraill	(67)	72.81.56
NANTES - 44000 11, rue Boileau	(40)	71.74.55
NICE - 06000 12, rue de France	(93)	87.11.18
RENNES - 35000 25, rue de la Monnaie	(99)	30.16.88
TOULON - 83100 2, rue d'Entrechaux	(94)	92.60.54
TOURS - 37000 22, rue Victor-Laloux	(47)	20.33.60

Ouvert Lundi au Vendredi 11h - 20h - Samedi 9h - 13h

A LA PLAGE...



ELLE S'HABILLE
PILOTE MENSUEL

DARGA ID 50 ÉRTELE 18

Vient de paraître...

Le premier dossier complet
sur Beaubourg-Les Halles.

Concepteurs, architectes, responsables des réalisations présentent les projets qui vont transformer le cœur du vieux Paris.

Document réuni à l'initiative
de Lintas-Paris.
Editions de la Table Ronde.
230 pages.

Illustrations hors-texte.
(En vente en librairie: 26)

SOLDES

**Jusqu'au 13 juillet, dans tous les rayons des Galeries Lafayette
Haussmann, Montparnasse, Belle Épine, entrepôt de l'Île Saint-Denis**

***galleries
lafayette***

1950

POLITIQUE

M. Chirac : le régime doit se présidentialiser beaucoup plus

M. Jacques Chirac, dans une interview accordée au *Quotidien du Paris* du lundi 8 juillet, estime qu'un régime présidentiel de type américain n'est pas applicable en France et il ajoute : « Par contre, le système que nous avons adopté, le régime républicain, doit se présidentialiser beaucoup plus qu'il ne l'est actuellement. Cela tient à l'évolution même des choses, en particulier à l'évolution des techniques, qui font toujours pour nous de nouvelles contraintes sur l'ensemble des citoyens et de ce fait, rendent indispensables une capacité d'initiative unique, l'existence d'un chef de l'exécutif qui ait véritablement cette possibilité d'arbitrer. »

Selon M. Chirac, il convient d'appliquer notre Constitution nos institutions dans leur aspect présidentiel, c'est-à-dire bien concevoir que le président de la République est le chef incontestable du pouvoir exécutif. C'est le chef de l'Etat qui est responsable de l'orientation générale de la politique et qui doit donner les directives servant à l'action gouvernementale. Ce n'est pas le rôle du premier ministre, mais le rôle du président de la République est de veiller à ce que la loi soit appliquée, par conséquent, il y a donc, par conséquent,

une espèce de lien indissoluble entre la majorité parlementaire qui soutient l'action du président de la République et celui-ci. Si y avait absence de majorité parlementaire, cela voudrait dire que le gouvernement nommé par le président de la République est mis en minorité et que, par conséquent, il y a dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections législatives. »

Le premier ministre évoque le rôle de l'U.D.R. en disant : « Le problème de l'U.D.R. aujourd'hui, c'est de retrouver son rôle, après le combat politique qu'elle a mené et qu'elle continue à mener. Elle n'a pas gagné au premier tour des élections présidentielles, sa position, fondamentalement, sa position, c'est-à-dire sa position de rassemblement autour d'une certaine idée de l'homme et de la nation. »

« Je suis, pour ma part, très heureux de toutes les idées selon lesquelles l'U.D.R. devrait changer sa doctrine. Cela ne veut rien dire, pour le moment, de changer les éléments de transformation de la République, mais cela veut dire que nous devons nous adapter à la situation. »

Rappelant qu'il est très attaché au caractère du service d'Etat, M. Chirac indique que le premier ministre, par définition, doit exécuter par conséquent, la politique de la République ou se retirer. « Il y a donc, par conséquent,

UN ÉDITORIAL DE « L'ÉCONOMIE »

L'U.D.R. serait la dernière à pouvoir s'opposer au déblocage de la société politique

On prête généralement à M. Michel Poniatowski, actuellement ministre de l'Industrie mais surtout stratège des républicains indépendants, la paternité des édifices importants de la revue « L'Économie », considérée comme « proche des milieux gauchistes ». Le fait est que le père patronné n'a jamais ramé ces enfants, même si certains par « citation d'usage » ont été quelque peu scandalisés.

Dans le dernier en date de ces édifices, on est bien tenté de retrouver la « patte » de l'ancien secrétaire général du parti dont est issu le chef de l'Etat. « Petite » et même la grille car si les idées et le volontarisme sont les mêmes que celles qui nous entraînent, la 25 juin dernier, le discours adressé à l'U.D.R. n'a échappé à personne que, dans la plupart des cas, les mots sont plus radicaux, les propos plus secs et, pour tout dire, la menace plus claire. Une fois de plus, on se sent obligé de reconnaître que le discours n'est pas seulement un exercice de style, mais qu'il est aussi un acte politique. C'est ce qui explique que le discours de M. Chirac, qui est le second, nous ait paru si intéressant. Et M. Chirac, qui est le second, nous ait paru si intéressant. Et M. Chirac, qui est le second, nous ait paru si intéressant.

L'ASSOCIATION FRANÇAISE D'AMITIÉ ET DE SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES D'AFRIQUE

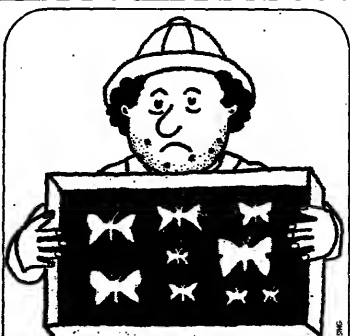
vous prie d'assister à la

CONFÉRENCE DE PRESSE

qu'elle organise le

MERCREDI 10 JUILLET 1974, à 15 heures

Hôtel Moderne, 8 bis, place de la République, Paris (119)



Collectionnez les papillons pas les microbes

Si vous partez sous les tropiques, prenez vos précautions. Demandez à votre libraire

HYGIÈNE ET SANTÉ DU VOYAGEUR EN ZONE TROPICALE

The Ross Institute of Tropical Hygiene
Adaptation française de M. Payet. 100 pages, 14 F.

Ce livre présente, sous une forme simple et pratique, tout ce qu'il faut savoir sur les conditions climatiques de la zone intertropicale, sur les principales maladies transmissibles et la manière de s'en protéger, sur l'hygiène individuelle et collective - le vêtement - l'habitat - les vaccinations.

Les conseils généraux sont complétés par des conseils thérapeutiques faciles à comprendre et à appliquer, et permettant d'attendre sans danger le médecin.

masson et cie
120, boulevard Saint-Germain 75280 Paris Cedex 06

La transformation du régime des suppléants

(Suite de la première page.)

Ces réformes pourraient donner lieu, au cours de la session d'automne, à une réunion du congrès qui réviserait en une seule fois les deux sujets de la compétence : le statut des suppléants et le rôle du Conseil constitutionnel. Mais, pour la présentation des candidats à l'élection présidentielle, la modification par une loi organique du régime des suppléants, c'est-à-dire la suppression de la grande simplification lorsque M. Chirac a dit : « Je suis très attaché au caractère du service d'Etat, mais le rôle du premier ministre, par définition, doit exécuter par conséquent, la politique de la République ou se retirer. »

Il y a donc, par conséquent,

à la condition, s'il y a lieu, de ne pas démettre de la fonction incompressible qu'est exercée par le président de la République. C'est ce qui explique que le discours de M. Chirac, qui est le second, nous ait paru si intéressant. Et M. Chirac, qui est le second, nous ait paru si intéressant.

« Je suis, pour ma part, très heureux de toutes les idées selon lesquelles l'U.D.R. devrait changer sa doctrine. Cela ne veut rien dire, pour le moment, de changer les éléments de transformation de la République, mais cela veut dire que nous devons nous adapter à la situation. »

Rappelant qu'il est très attaché au caractère du service d'Etat, M. Chirac indique que le premier ministre, par définition, doit exécuter par conséquent, la politique de la République ou se retirer. « Il y a donc, par conséquent,

« Je suis, pour ma part, très heureux de toutes les idées selon lesquelles l'U.D.R. devrait changer sa doctrine. Cela ne veut rien dire, pour le moment, de changer les éléments de transformation de la République, mais cela veut dire que nous devons nous adapter à la situation. »

Rappelant qu'il est très attaché au caractère du service d'Etat, M. Chirac indique que le premier ministre, par définition, doit exécuter par conséquent, la politique de la République ou se retirer. « Il y a donc, par conséquent,

« Je suis, pour ma part, très heureux de toutes les idées selon lesquelles l'U.D.R. devrait changer sa doctrine. Cela ne veut rien dire, pour le moment, de changer les éléments de transformation de la République, mais cela veut dire que nous devons nous adapter à la situation. »

Rappelant qu'il est très attaché au caractère du service d'Etat, M. Chirac indique que le premier ministre, par définition, doit exécuter par conséquent, la politique de la République ou se retirer. « Il y a donc, par conséquent,

« Je suis, pour ma part, très heureux de toutes les idées selon lesquelles l'U.D.R. devrait changer sa doctrine. Cela ne veut rien dire, pour le moment, de changer les éléments de transformation de la République, mais cela veut dire que nous devons nous adapter à la situation. »

Rappelant qu'il est très attaché au caractère du service d'Etat, M. Chirac indique que le premier ministre, par définition, doit exécuter par conséquent, la politique de la République ou se retirer. « Il y a donc, par conséquent,

« Je suis, pour ma part, très heureux de toutes les idées selon lesquelles l'U.D.R. devrait changer sa doctrine. Cela ne veut rien dire, pour le moment, de changer les éléments de transformation de la République, mais cela veut dire que nous devons nous adapter à la situation. »

Rappelant qu'il est très attaché au caractère du service d'Etat, M. Chirac indique que le premier ministre, par définition, doit exécuter par conséquent, la politique de la République ou se retirer. « Il y a donc, par conséquent,

« Je suis, pour ma part, très heureux de toutes les idées selon lesquelles l'U.D.R. devrait changer sa doctrine. Cela ne veut rien dire, pour le moment, de changer les éléments de transformation de la République, mais cela veut dire que nous devons nous adapter à la situation. »

Rappelant qu'il est très attaché au caractère du service d'Etat, M. Chirac indique que le premier ministre, par définition, doit exécuter par conséquent, la politique de la République ou se retirer. « Il y a donc, par conséquent,

JAGUAR

BRITISH LEYLAND

XJ 6, 2.8 l. 16 CV OVERDRIVE : 50.300 F°
XJ 6, 4.2 l. 24 CV OVERDRIVE : 60.300 F°
XJ 12, 5.3 l. 31 CV AUTOMATIQUE : 74.000 F°

Pris en 48 heures et livraison (80% fin) en 10 à 15 jours. Cadeaux CGL, Leyland, CGL.

PRÉSENTATION, ESSAI, LIVRAISON RAPIDE :

PARIS : 6° - Raspail-Vaugirard Automobiles
10° - Raspail-Vaugirard Automobiles
11° - Raspail-Vaugirard Automobiles
12° - Raspail-Vaugirard Automobiles
13° - Raspail-Vaugirard Automobiles
14° - Raspail-Vaugirard Automobiles
15° - Raspail-Vaugirard Automobiles
16° - Raspail-Vaugirard Automobiles
17° - Raspail-Vaugirard Automobiles
18° - Raspail-Vaugirard Automobiles
19° - Raspail-Vaugirard Automobiles
20° - Raspail-Vaugirard Automobiles
21° - Raspail-Vaugirard Automobiles
22° - Raspail-Vaugirard Automobiles
23° - Raspail-Vaugirard Automobiles
24° - Raspail-Vaugirard Automobiles
25° - Raspail-Vaugirard Automobiles
26° - Raspail-Vaugirard Automobiles
27° - Raspail-Vaugirard Automobiles
28° - Raspail-Vaugirard Automobiles
29° - Raspail-Vaugirard Automobiles
30° - Raspail-Vaugirard Automobiles
31° - Raspail-Vaugirard Automobiles
32° - Raspail-Vaugirard Automobiles
33° - Raspail-Vaugirard Automobiles
34° - Raspail-Vaugirard Automobiles
35° - Raspail-Vaugirard Automobiles
36° - Raspail-Vaugirard Automobiles
37° - Raspail-Vaugirard Automobiles
38° - Raspail-Vaugirard Automobiles
39° - Raspail-Vaugirard Automobiles
40° - Raspail-Vaugirard Automobiles
41° - Raspail-Vaugirard Automobiles
42° - Raspail-Vaugirard Automobiles
43° - Raspail-Vaugirard Automobiles
44° - Raspail-Vaugirard Automobiles
45° - Raspail-Vaugirard Automobiles
46° - Raspail-Vaugirard Automobiles
47° - Raspail-Vaugirard Automobiles
48° - Raspail-Vaugirard Automobiles
49° - Raspail-Vaugirard Automobiles
50° - Raspail-Vaugirard Automobiles
51° - Raspail-Vaugirard Automobiles
52° - Raspail-Vaugirard Automobiles
53° - Raspail-Vaugirard Automobiles
54° - Raspail-Vaugirard Automobiles
55° - Raspail-Vaugirard Automobiles
56° - Raspail-Vaugirard Automobiles
57° - Raspail-Vaugirard Automobiles
58° - Raspail-Vaugirard Automobiles
59° - Raspail-Vaugirard Automobiles
60° - Raspail-Vaugirard Automobiles
61° - Raspail-Vaugirard Automobiles
62° - Raspail-Vaugirard Automobiles
63° - Raspail-Vaugirard Automobiles
64° - Raspail-Vaugirard Automobiles
65° - Raspail-Vaugirard Automobiles
66° - Raspail-Vaugirard Automobiles
67° - Raspail-Vaugirard Automobiles
68° - Raspail-Vaugirard Automobiles
69° - Raspail-Vaugirard Automobiles
70° - Raspail-Vaugirard Automobiles
71° - Raspail-Vaugirard Automobiles
72° - Raspail-Vaugirard Automobiles
73° - Raspail-Vaugirard Automobiles
74° - Raspail-Vaugirard Automobiles
75° - Raspail-Vaugirard Automobiles
76° - Raspail-Vaugirard Automobiles
77° - Raspail-Vaugirard Automobiles
78° - Raspail-Vaugirard Automobiles
79° - Raspail-Vaugirard Automobiles
80° - Raspail-Vaugirard Automobiles
81° - Raspail-Vaugirard Automobiles
82° - Raspail-Vaugirard Automobiles
83° - Raspail-Vaugirard Automobiles
84° - Raspail-Vaugirard Automobiles
85° - Raspail-Vaugirard Automobiles
86° - Raspail-Vaugirard Automobiles
87° - Raspail-Vaugirard Automobiles
88° - Raspail-Vaugirard Automobiles
89° - Raspail-Vaugirard Automobiles
90° - Raspail-Vaugirard Automobiles
91° - Raspail-Vaugirard Automobiles
92° - Raspail-Vaugirard Automobiles
93° - Raspail-Vaugirard Automobiles
94° - Raspail-Vaugirard Automobiles
95° - Raspail-Vaugirard Automobiles
96° - Raspail-Vaugirard Automobiles
97° - Raspail-Vaugirard Automobiles
98° - Raspail-Vaugirard Automobiles
99° - Raspail-Vaugirard Automobiles
100° - Raspail-Vaugirard Automobiles

SPORTS

TENNIS

L'«ouragan» Connors, champion de Wimbledon

Londres. — La finale de Wimbledon, pour celui qui ne l'a jamais jouée, est, pour lui, l'impensable. Connors, champion américain, connaît comme aucun autre le tournoi de Wimbledon. Il est le 2 septembre 1973 à Saint-Louis (Missouri), fils et frère de deux champions de tennis, et il s'est senti respecté à l'âge de cinq ans. Formé au Benetton Tennis Club par les deux Fenchos (Gonzales et Savaris), passé professionnel en 1972 sous le nom de Connors, il a été entraîné par le coach de Bill Broussard, champion de France en 1968. Connors a remporté le tournoi de Wimbledon en 1974, en battant le champion en titre, Jimmy Connors, en cinq sets. Il a été élu « homme de l'année » par le magazine Sports Illustrated.

LE VAINQUEUR

James Scott Connors, dit Jimbo, est le plus jeune champion de Wimbledon depuis Louis Hood, en 1888. Né le 2 septembre 1953 à Saint-Louis (Missouri), fils et frère de deux champions de tennis, et il s'est senti respecté à l'âge de cinq ans. Formé au Benetton Tennis Club par les deux Fenchos (Gonzales et Savaris), passé professionnel en 1972 sous le nom de Connors, il a été entraîné par le coach de Bill Broussard, champion de France en 1968. Connors a remporté le tournoi de Wimbledon en 1974, en battant le champion en titre, Jimmy Connors, en cinq sets. Il a été élu « homme de l'année » par le magazine Sports Illustrated.

De notre envoyé spécial

Il est de ces deux garçons, étalés à la une des journaux de la nuit, qui ont remporté à Peter Pan, l'ancien champion olympique de Melbourne, Christopher Brasher, allié, même s'il n'est que le monde aime le perdant, ce qui est sans doute la plus grande, catégoriquement, profitant par une médaille d'or.

17 000 livres sterling

Car le petit maître de Wimbledon, malgré ses airs de jeune homme, est bel et bien un champion. Il est le seul à avoir remporté le tournoi de Wimbledon en cinq sets. Il a été élu « homme de l'année » par le magazine Sports Illustrated.

EQUITATION

Mme Tissot-Lefebvre championne du monde pour la seconde fois

De notre envoyé spécial

La Baule. — Sur le petit terrain de la Baule, le Championnat du monde de cavalerie, se déroule à l'heure de la fête. La jeune Américaine Michelle McEvoy, et son grand poney de Monticello, ont gagné le rectangle avec 5 points seulement de pénalisation. Les rires couvrent la course, plusieurs fois de suite, elle abandonne sa place de sa monture. Une dernière course, et elle est vaincue. Elle a remporté le titre de championne du monde pour la seconde fois.

Un planning

La dernière explication comprend deux phases, l'habileté dans un premier temps, puis la vitesse. Pour jouer de leur avantage, quelques cavalières. La championne du monde, Michelle McEvoy, a fini avec 50 points de pénalisation et un cheval noir. La Française, Mlle Prouzet, 48 points, a été couronnée la reine de la marche. Tableau de la rétro de la Baule et de sa discipline, 15 points de pénalisation pour la Française, 17 points pour l'Américaine. Cependant une cavalière française, Mlle Prouzet, a été couronnée la reine de la marche. Tableau de la rétro de la Baule et de sa discipline, 15 points de pénalisation pour la Française, 17 points pour l'Américaine.

M. CHIRAC : la justice sera la première priorité du budget de 1975.

« La justice sera la première priorité du budget de 1975 », annonce M. Chirac, premier ministre, dans une interview au journal L'Express de Paris de ce lundi 8 juillet. Il ajoute : « C'est un engagement politique, notamment en ce qui concerne la justice, qui sera la première priorité du budget de 1975. »

Arrêtés en Espagne

HUIT NOUVELLES PERSONNES SONT ACCUSÉES D'AVOIR PARTICIPÉ A L'ENLEVEMENT DE M. SUAREZ

Huit personnes accusées d'avoir participé à l'enlèvement de M. Suarez, ont été arrêtées en Espagne. Elles sont accusées d'avoir participé à l'enlèvement de M. Suarez, le 24 mai 1974, à Madrid. Elles sont accusées d'avoir participé à l'enlèvement de M. Suarez, le 24 mai 1974, à Madrid.

POLICE

M. PONIATOWSKI DEMANDE AUX PREFETS DE VEILLER A L'EXECUTION DE L'OPERATION « TRANQUILLITE VACANCES ».

Dans une note aux préfets de police et aux préfets de département, M. Poniatowski, ministre de l'Intérieur, demande aux préfets de veiller à l'exécution de l'opération « tranquillité vacances ». Il demande aux préfets de veiller à l'exécution de l'opération « tranquillité vacances ».

FAITS DIVERS

Dans le sixième arrondissement de Paris

Cinq personnes meurent. Des suites d'un incendie.

Cinq personnes meurent. Des suites d'un incendie.

Une explosion qui a tué cinq personnes, a eu lieu dans le sixième arrondissement de Paris. Les victimes ont été tuées par les débris d'un bâtiment qui s'est effondré.

JUSTICE

La loi sur la majorité civile et électoral est publiée

Deux millions et demi de jeunes vont en bénéficier

Le Journal officiel, du 7 juillet, publie le texte de la loi qui abaisse à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et électoral. Cette loi, qui a été adoptée par l'Assemblée nationale, le 25 juin, et par le Sénat, le 27 juin, est entrée en vigueur le 1er juillet.

EN MATIERE ELECTORALE

Les nouveaux citoyens à partir de dix-huit ans, vont bénéficier de la loi sur la majorité civile et électoral. Cette loi, qui a été adoptée par l'Assemblée nationale, le 25 juin, et par le Sénat, le 27 juin, est entrée en vigueur le 1er juillet.

EN MATIERE CIVILE

Le principe est le suivant : tous les citoyens, à partir de dix-huit ans, ont le droit de voter. Cette loi, qui a été adoptée par l'Assemblée nationale, le 25 juin, et par le Sénat, le 27 juin, est entrée en vigueur le 1er juillet.

Les actes dommageables en revanche

Les actes dommageables en revanche, sont ceux qui sont commis par des personnes qui ont été condamnées pour des crimes ou des délits. Cette loi, qui a été adoptée par l'Assemblée nationale, le 25 juin, et par le Sénat, le 27 juin, est entrée en vigueur le 1er juillet.

Les mesures d'assistance éducative

Les mesures d'assistance éducative, sont celles qui sont prises pour protéger les enfants qui sont en danger. Cette loi, qui a été adoptée par l'Assemblée nationale, le 25 juin, et par le Sénat, le 27 juin, est entrée en vigueur le 1er juillet.

Le droit d'être Français

Il est né en 1939 de parents espagnols réfugiés dans la zone libre. Il a été déclaré français par décret. Cette loi, qui a été adoptée par l'Assemblée nationale, le 25 juin, et par le Sénat, le 27 juin, est entrée en vigueur le 1er juillet.

Aucune maladie mentale

Un rapport d'expertise psychiatrique, présenté au conseil d'Etat, conclut que le défendeur n'est pas atteint d'une maladie mentale. Cette loi, qui a été adoptée par l'Assemblée nationale, le 25 juin, et par le Sénat, le 27 juin, est entrée en vigueur le 1er juillet.



JEAN-PIERRE BEJOT MICHEL DROUHOLE

MOTO Plaisance

Tous chemins tous terrains

"Moto plaisance est le livre chef d'une joie de vivre. Désormais, la redécouverte de la nature est à la portée de tous, car "Moto plaisance" révèle tout ce qu'il faut savoir de pratique sur cette forme de "moto-vert", de la compétition (moto-cross, trial, enduro) jusqu'au simple déplacement individuel.

SOLAR SPORTS 2004

**Voici le symbole
de notre vocation :
Servir tous les échelons
du marché textile
de la production
à la consommation.**



Seule la complémentarité des technologies les plus avancées et de la parfaite connaissance des tendances et aspirations des consommateurs, autorise la dynamique et la cohérence d'un marché.

Elle permet d'orienter la production, de conseiller la transformation, d'optimiser la distribution.

Elle nous amène à suivre les fibres, de leur naissance à leur consommation.

Elle nous permet d'offrir à chaque stade d'évolution, la gamme de nos services et notre expérience textile.

Telle est la mission que nous nous sommes fixée.

GRUPPO MONTEDISON
MONTAFIBRE

MONTAFIBRE

Le premier producteur de fibres textiles européen qui souhaite mieux vous connaître pour mieux vous servir.

L'endettement extérieur aggrave les risques d'insolvabilité

A la suite de spéculations particulièrement hasardeuses sur le marché des changes, plusieurs banques, au cours des derniers mois, ont été menacées de difficultés et certaines d'entre elles ont été atteintes à la racine. Aux Etats-Unis ce fut d'abord la Banque de San-Diego, puis la National Franklyn Bank, la Confédération hétédoque, la Société de banque suisse et, enfin, le Crédit suisse, qui, de par le monde, ont été considérés comme les plus importants. Le Crédit suisse (dont des très grandes banques du pays ont donc été touchées par la tourmente). En Allemagne, après les maîtres de la West Deutsche Landsbank, une petite banque desorons a été fortement ébranlée. Ici, ce sont les chocs rétrospectifs de la banque Herstatt, survenue récemment, dans une grande mesure, à la suite de spéculations sur le marché des changes, dans toute l'Europe.

marché de l'euro-dollar que certains pays dont le nôtre, pratiquent pour financer leur déficit extérieur aggrave-t-elle la situation ? Telles sont quelques-unes des questions que l'on se pose dans le climat d'aujourd'hui.

On aura tort de ne prêter attention qu'au seul secteur bancaire. Le caractère de plus en plus artificiel et brutal des variations de cours de change fait courir d'autres dangers qui, pour être moins visibles, n'en

U.B.S.
L'Union de banques suisses (U.B.S.), dont le siège est à Zurich, est la première banque suisse. Elle est affiliée à la Société de Banque suisse et à Crédit suisse. Au classement mondial, elle occupe le 12^e rang, avec un actif de 10,3 milliards de dollars. L'U.B.S. a obtenu l'agrément du point de vue, qui ne passe des accords de coopération avec la Banque mondiale. Ses et ses succursales sont fortement en place de Londres au ce moment.

Westdeutsche Landesbank
La Westdeutsche Landesbank-Girobank d'Allemagne est la deuxième des établissements bancaires allemands, avec un actif de 10,3 milliards de dollars. Elle est affiliée à la Deutsche Bank et à la Westfälische Bank. Elle a obtenu l'agrément du point de vue, qui ne passe des accords de coopération avec la Banque mondiale. Ses et ses succursales sont fortement en place de Londres au ce moment.

Franklin Bank
La Franklin Bank New York Bank est la troisième des établissements bancaires américains, avec un actif de 10,3 milliards de dollars. Elle est affiliée à la Franklin National Corporation et à la Franklin Trust Company. Elle a obtenu l'agrément du point de vue, qui ne passe des accords de coopération avec la Banque mondiale. Ses et ses succursales sont fortement en place de Londres au ce moment.

talement connue, réclame par téléx à l'el des créanciers étrangers une somme importante pour que tout de suite les brûle les plus alarmistes et du reste infondées courent sur sa solvabilité.

Dans quelle mesure les opérations sur le marché des changes font-elles courir un risque au système bancaire en France et à l'étranger? Dans quelle mesure la politique d'endettement systématique sur le

sont pas moins réels. Comme on le sait, le Trésor public et les entreprises nationales ont en France depuis le début de cette année emprunté quelque 3,5 milliards de dollars, dont une partie seulement, il est vrai, a été effectivement engagée (le Trésor ne commencera qu'au cours de la deuxième quinzaine du mois d'août à tirer sur la ligne de crédit qu'il s'est fait ouvrir pour une période de sept ans).

"Il n'est pas moins vrai que les rentrées de devises dues à ces emprunts ont sans doute la principale cause de la bonne tenue du franc sur les marchés des changes, bien que la France soit un des pays où le taux d'inflation est le plus élevé du monde et que ses échanges avec l'extérieur sont désormais constamment déficitaires. Mais cette appréciation du franc a pour conséquence automatique d'aggraver le risque de change des entreprises qui empruntent des

des francs suisses. Il pouvait les revendre à terme (à trois mois, par exemple; s'il doit les rembourser à cette échéance).

(Lire la suite page 15, 3^e col.)

Voilà le raison principale pour laquelle jusqu'à maintenant les entreprises privées ou les quelques sociétés anonymes qui ont été créées par le régime primordial de leurs comptes d'exploitation se sont montrées très hésitantes à s'endetter à l'étranger. Reste à savoir si les rigueurs de l'encadrement du crédit ne vont pas faire substituer à la prudence en partie cette réserve salutaire. Les crédits obtenus à l'étranger, se sont en effet plutôt bien encadrés. Ainsi vont-ils être de plus en plus réservés à des entreprises de médianes et petites dimensions. On compte à ce moment environ 150 clients qui comptent à ce moment entreprises, de se procurer par ce biais les fonds dont ils ont besoin.

Yeu particulièrement dangereux car les autorités monétaires, en même temps qu'elles ont limité les importations, ont ap-

Inflation d'État

A l'origine de l'inflation il y a l'État, le financement de l'effort de guerre par des pièces imprimées ou du papier-monnaie. Une fois engendré, ce Léviathan ne cesse que s'agrandir, se toujours davantage les dépenses de la guerre, la billette d'inflation par l'inflation de l'État.

A l'origine, si l'on peut dire, on retrouve encore l'État sous sa forme la plus innocente — mais le bureaucrate est devenu tellement « naturel » que le citoyen n'a même plus conscience de sa réquisition quotidienne.

1. — Une situation peu satisfaisante

Le a beaucoup été question ces derniers temps, d'une généralisation de l'imposition des plus-values (différence entre le prix de vente et le prix d'achat) du capital. M. Jacques Delmas-Marsalet, qui exerce les fonctions de commissaire du gouvernement auprès des formations de jugement du Conseil d'Etat en matière fiscale (1), expose les réflexions personnelles que lui a suggérées son expérience de contrôleur fiscal quant à l'intérêt d'une réforme. Dans un prochain article, il exposera les modalités possibles de celle-ci.

PARMI les mesures économiques et sociales annoncées récemment par le gouvernement, on aura remarqué

La seule définition objective du revenu que l'on puisse tirer de la théorie économique est celle qu'on a donnée. Il y a longtemps déjà, l'économiste anglais J.B. Hicks : le revenu d'un agent économique, au cours d'une période déterminée, est ce qu'il peut dépenser (ou ajouter) à son revenu d'origine (l'épargne) sans que cela apparaisse, à l'issue de la période, le patrimoine dudit il disposait au début de la période. Cette définition est, en particulier, la seule qui concorde avec les concepts de revenu et de capital employés en comptabilité nationale. Le capital n'est pas une valeur réelle de période en période, que du montant de revenu non immédiatement dépensé.

Du point de vue fiscal, cette définition conduit à comprendre dans le niveau imposable pour leur valeur réelle (c'est-à-dire pour un valeur épurée des effets de la dépréciation monétaire) tous les gains réalisés par les contribuables au cours de l'année d'imposition, quelles qu'en soient la forme (gains en nature ou en argent), la source (travail, activité professionnelle ou placement d'un capital) et la périodicité. Elle conduit, en particulier à regarder comme de véritables revenus toutes les plus-values réalisées à l'occasion de la cession d'éléments du capital, fussent-elles exceptionnelles.

Cette définition économique du revenu, qui rejoint le bon sens — car comment faire comprendre au contribuable moyen qu'il puisse exister des gains ne constituant pas des revenus ? — est celle qu'a adoptée, dès 1958, une commission de réforme fiscale constituée dans un pays aussi peu suspect d'attraction pour le socialisme que le Canada, et ce après une longue enquête à l'anglo-saxonne ayant comporté l'audition de plus de deux mille personnes et organisations (2). C'est également la conception adoptée,

De facto, malgré des nuances dans l'application, aux Etats-Unis :

Ce n'est malheureusement pas la conception qui prévaut. Elle est moins française. A la définition, celui-ci ne comporte aucune dénotation légaliste ou moralisatrice. La notion d'« élite » est un texte, la jurisprudence s'est référée, pour le définir, à la « valeur théorique de la tâche », à la « responsabilité », à la « «travail» et des «produits» qui se créent. Il est en vrai, dans la ligne des conceptions européennes, que la notion générale sur le revenu « maintient à cette époque une conception confuse, mais réaliste, par le retour à la notion de gains réalisés par les contributeurs qui sont les périodes d'une source habituelle de revenus, et de la notion de la notion de profit : qu'il s'agisse du travail, d'une activité professionnelle ou même d'une activité commerciale, la notion est sûre et celle-ci est susceptible de se

S'agissant des revenus du capital, cette définition recouvre évidemment les intérêts et dividendes périodiquement versés aux propriétaires des capitaux investis. Mais elle exclut eo principe, et sans dis-

Or cette situation est profondément malsaine, tant du point de vue économique que du point de vue social.

Economiquement, le fait d'imposer, de surcroît dans des conditions disparates, certaines plus-values seulement, tout en laissant les autres hors du champ d'application de l'impôt, risque de créer des distorsions entre les différentes formes de placement de l'épargne. C'est ainsi que la franchise d'impôt dont bénéficient les produits des transactions sur l'or n'est pas faite pour limiter l'engouement que, toujours, manifeste l'épargne française pour le placement en métal jaune, même si cet engouement a d'autres causes. D'une manière plus générale, l'exonération de la sous-jonction des

plus-values du capital privilège les placements les plus médiocres au détriment d'autres formes de placement de capital. Le plus médiocre placement est le rendement, est, elle, impossible.

Socialement, d'autre part, la conception restrictive du revenu imposable qui continue à prévaloir en droit fiscal français est à l'origine d'un certain nombre de distorsions de la répartition du revenu, de ce qu'on appelle notre système d'impôt sur le revenu.

D'abord parce qu'elle crée dans le système une brèche permettant à certains contribuables de faire échapper, plus ou moins durablement, tout ou partie de leur revenu à l'impôt. L'argument économique fait apparaître périodiquement de nouvelles professions dont la rémunération n'est pas constituée par des « revenus » au sens habituel du terme, mais de ce qu'on appelle la forme de parts du capital de sociétés.

(1) M.D.E. — Nous rappelons à nos lecteurs que dans les Missions opposent les particuliers à l'administration, les commissaires du gouvernement près la juridiction administrative, et les pouvoirs de la représentation du gouvernement, mais d'exprimer, en toute indépendance, leur opinion sur les questions de droit et de fait posées par les affaires ainsi que sur les solutions qu'elles appellent, en application de la loi.

(2) F. Reports of the Royal Commission on Taxation, dit le Rapport Carter, multi-

position relative, exerce, l'importation comme revenus des gains exceptionnels et des plus-values du capital. Plus précisément, de droit commun, impossibles qu'ils apparaissent comme le fruit d'une quelconque activité humaine, ils ne sont nés qu'en tant qu'ils sont nés s'ils sont le seul résultat d'un hasard ou de la chance. Tout se passe donc comme si le droit fiscal français avait été inspiré par la loi du hasard, la loi qui est attribuée à Guizot, ce conseil de prudence : « Certes, enrichissez-vous, mais ne comptez pas sur la fortune, car elle ne s'apprend pas, elle se rencontre ». Ce conseil, qui est indirectement comme le résultat de votre travail, de votre compétence ou de votre habileté, est en fait, pour le pauvre, le seul Attendu plutôt que la croissance économique et le développement urbain, c'est-à-dire le fruit du travail des autres, est le seul résultat de la chance, de la chance en quelque sorte gratuitement, des gains sans contrepartie : car alors vous échappez

perce *(simpl.)* : la conception restrictive du revenu imposée n'est pas trouvée, il est vrai, baliste en breche, à plusieurs reprises, par le législateur lui-même. Celui-ci est intervenu : dès 1953, pour inclure dans les plus-values réalisées par les sociétés industrielles et commerciales les plus-values réalisées par elles à l'occasion de la cession d'éléments de leurs actifs ; en 1941, pour soumettre à l'imposé sur le revenu les plus-values réalisées sur la Bourse réalisées, à titre habituel, par des particuliers ; enfin, depuis 1963, pour imposer certaines plus-values foncières ou immobilières réalisées par les contribuables, à l'impôt sur le revenu, en plus des plus-values réalisées sur un état du droit — et plus encore des esortis — qui reposait, et repose encore, sur une conception erro-

Cela explique que, malgré des progrès notables, les entreprises d'assurance ont été introduites de manière décalquée par rapport à un droit commun qui s'exprimait en principe et momentanément en luxe de précautions qui en limitent singulièrement la portée : qu'il s'agisse de la définition des cas dans lesquels sont imposables les profits retirés de la cession d'immobles, des modalités de calcul des plus-values de résorption des terrains à bâtir retenues dans l'assiette de l'impôt ou des trois formules d'imposition dont bénéficient les plus-values réalisées sur les plus-values réalisées à l'occasion de la cession de parts de sociétés ou d'éléments d'actif des entreprises.

tés ou, plus fréquemment encore, par la dévaluation de prime-rabais sur le capital investi. Dans un système qui repose sur une distinction fondamentale entre le revenu et les gains en capital, l'imposition de ces formes atypiques de rémunération donne lieu à des contestations perpétuelles et parfois maladroites. C'est ce qui s'est passé, par exemple, que l'on songe, par exemple, qu'il a fallu attendre 1983 avant de trouver le moyen d'imposer, de manière satisfaisante, les gains réalisés par les promoteurs immobiliers. C'est malheureusement ce qui se passe, par exemple, du contentieux fiscal basé, craint d'être se reproduire dans l'avenir.

Si un second lien, la composition restrictive du revenu impossible qui constitue la répartition des gains, est introduit, on ne peut pas incontestablement à privilégier les gains du capital, lorsqu'ils ne sont pas le fruit du travail, mais on ne peut pas non plus privilégier les gains du travail et des professions libérales, lorsqu'ils ne sont pas le fruit du capital. On est donc en présence de deux problèmes qui, en fait, sont liés. On ne peut pas en effet résoudre l'un sans résoudre l'autre. On ne peut pas en effet résoudre l'un sans résoudre l'autre. On ne peut pas en effet résoudre l'un sans résoudre l'autre.

A l'origine de l'Initiative il y a l'Etat, le financement de l'effort de

La guerre par des pièces rognées ou du papier-monnaie. Une loi engendré, ce Léviathan n'e pu que s'engraisser toujours davantage d'assignats et d'autres lieux bilités. Inflation par l'Etat et inflation de l'Etat

plus pauvres. Au lieu de cela, l'Etat va dicter leur conduite aux citoyens dans un domaine qui, aussi mineur soit-il, n'en relève pas moins de la vie privée et des goûts personnels.

Ainsi les vœux vont devoir se chaui-

A l'arrivée, si l'on peut dire, on retrouve encore l'Etat sous sa forme la plus intrusive — mais le bureaucratie est devenue tellement « neutrale » que le citoyen n'a même plus conscience de sa résignation quotidienne.

Ainsi pour ne pas accablér la hausse des prix, les pouvoirs publics en France projettent de recourir au rationnement de l'énergie et notamment de surveiller quelque huit millions de foyers domestiques pour leur utilisation.

A quelques jours des élections administratives, nous pourrions dire à quelles nécessités, peuples, nous sommes en droit.

Une autre solution — respectueuse des libertés de chacun — aurait consisté à rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande de fust par le mécanisme des cautions.

(1) M.D.E. — Nous rappelons à nos lecteurs que dans les Missions opposent les particuliers à l'administration, les commissaires du gouvernement près la juridiction administrative, et les pouvoirs de la représentation du gouvernement, mais d'exprimer, en toute indépendance, leur opinion sur les questions de droit et de fait posées par les affaires ainsi que sur les solutions qu'elles appellent, en application de la loi.

(2) F. Reports of the Royal Commission on Taxation, dit le Rapport Carter, multi-

FAITS ET TENDANCES

EN DÉPIT DE LA CROISSANCE DES EFFECTIFS SALARIÉS

Des problèmes spécifiques d'emploi vont se poser dès l'automne

DIFFICULTÉS, voire crises de l'emploi à l'automne ? Il y a, en effet, tant au patronat qu'au gouvernement, on se déclare inquiet : pas de problème, disaient, pour le printemps 1974 ; en revanche, à l'automne, la situation pourrait

diminuer le nombre de ces « chômeurs », selon la définition du Bureau International du Travail, est tombé de 800 000 en 1972, soit 22 % de la population active, à 590 700 en 1973, soit 1,9 %. Quant aux chômeurs secourus, ils n'étaient pas plus nombreux fin 1973 que fin 1972, alors que persistait, voire s'accroissait, dans certaines branches industrielles, la pénurie de main-d'œuvre.

Cette meilleure perspective a l'intérêt de mieux mettre en lumière un problème qui est loin d'être nouveau puisque le nombre des jeunes chômeurs par rapport à la population disponible n'a pas beaucoup varié depuis dix ans. En fait, le problème a changé de dimension : ce sont désormais des dizaines et des dizaines de milliers d'adolescents qui recherchent un emploi en septembre. Et cette année leur quête risque d'être d'autant plus difficile que les entreprises embauchant sans doute moins qu'il y a un an.

Nombre record d'emplois créés

Une remontée du chômage est certes possible depuis le début de cette année mais elle n'a pas la gravité que les statistiques officielles peuvent laisser supposer (141 000 chômeurs secourus en mars 1974, au lieu de 126 000 en janvier et 125 000 en mai).

Quant à l'évolution des demandes d'emploi non satisfaites, elle est perturbée par la meilleure implantation géographique de l'Agence nationale pour l'emploi et par les efforts de prospection qu'accomplit son personnel.

Dés lors, selon l'INSEE, il n'est plus possible de comparer les 410 000 demandes d'emploi de décembre 1972 aux 401 000 demandes de décembre 1973.

Si l'on avait pu en fait, le dynamisme de l'Agence n'y aurait eu, en effet, fin 1973 que 411 000 à 422 000 demandes.

Ce bilan, plus positif qu'un examen des seules statistiques mensuelles du ministère du Travail le laisserait supposer, ne supprime pas pour autant les problèmes persistants de l'emploi, et ceux surtout de la recherche d'un emploi (ce qu'on appelle la population disponible) à

la fin de l'année. L'augmentation des personnes licenciées a été très rapide ces dernières années : 28 000 en 1972, 38 000 en 1973, 38 000 en 1974 (413 700 en 1973, 415 000 en 1974). Or, la population disponible a augmenté de 104 000 en 1973 (+ 12,4 %) et de 1971 (+ 6,8 %).

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Les licenciements collectifs et les créations d'emploi

Le prix des terres agricoles a connu sa plus forte hausse depuis dix ans

En 1973

POUR la deuxième année consécutive, la hausse du prix des terres agricoles a été en 1973 plus rapide que le dégrèvement des prix à la production : respectivement 14,2 % et 7 %. C'est la plus forte augmentation constatée sur le marché foncier depuis dix ans.

L'hectare se négocie désormais en moyenne à 10 000 francs. Le prix des terres labourables a le plus augmenté, passant de 8 000 francs en 1963 à 14 200 francs en 1973 (+ 77,5 %).

Le « boom » sur les terres agricoles amorcé en 1972 (+ 10 %) s'est donc confirmé : la valeur des labours et des pâturages a augmenté l'an passé, en France, de 10,4 %.

En 1971 il avait stagné. Cette moyenne recouvre toutefois les fortes hausses régionales. En Aquitaine et en Champagne, la hausse a été la plus forte avec, dans les deux régions, de 24 % et 23 %, et des augmentations considérables en Dordogne (+ 44 %), en Gironde (+ 30 %) et dans les Ardennes (+ 35 %).

Diverses autres régions ont également connu des hausses très vives : + 20 % en Alsace, + 15 % en Poitou-Charentes et en Bourgogne (+ 34 % dans la Nièvre), + 17 % en Auvergne, en Franche-Comté et dans le Midi-Pyrénées (+ 31 % dans les Hautes-Pyrénées et + 26 % dans le Tarn-et-Garonne).

Portes fermées aussi en région parisienne (+ 16 %), en Provence (+ 14 %), en Haute-Normandie (+ 13 %), en Alsace (+ 12 %).

Une seule région semble être restée à l'écart, en 1973, du phénomène de hausse : le Nord, où les prix n'ont progressé que de 4 %.

Les bons résultats de l'agriculture...

La dynamique de ces augmentations est à gros traits la même qu'en 1972 : les bons résultats enregistrés par l'agriculture. En effet, les difficultés rencontrées au cours de ces derniers mois n'ont pas empêché le revenu moyen global de progresser de 10,4 %.

En 1971, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1972, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1973, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1974, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1975, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1976, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1977, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1978, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1979, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1980, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1981, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1982, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1983, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1984, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1985, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1986, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1987, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

donner suite à leurs projets d'agrandissement.

En outre, une fois, ce sont dans les régions où les spéculations ont été les plus nombreuses à se produire que le prix des terres agricoles a le plus augmenté.

En effet, les difficultés rencontrées au cours de ces derniers mois n'ont pas empêché le revenu moyen global de progresser de 10,4 %.

En 1971, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1972, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1973, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1974, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1975, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1976, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1977, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1978, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1979, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1980, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

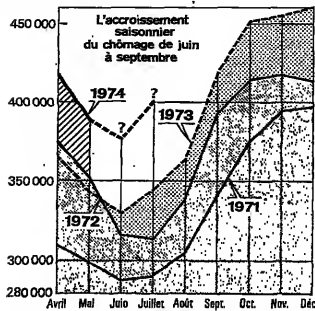
En 1981, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1982, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1983, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1984, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1985, le revenu moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.



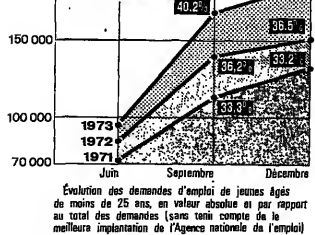
Évolution des demandes d'emploi non satisfaites, avant correction des variations saisonnières

être moins bonne. Aujourd'hui les chiffres prospectifs ne sont distingués ni au C.N.R.F. comme au ministère du Travail, ni estimés qu'une dégradation de l'emploi pourrait ne se faire sentir qu'au printemps 1975.

En fait, la situation de l'emploi est complexe. Des facteurs positifs sont à noter, d'autres moins satisfaisants sont à relever. La flexibilité relative avec laquelle l'économie a absorbé l'arrivée massive des jeunes et la main-d'œuvre, ces derniers mois, d'un tour de croisière plus dévot que prévu sont à l'origine des changements d'appréciation. Mais personne ne sous-estime les problèmes qui se posent dès le retour des vacances et des congés prévus.

Un retour en arrière montre tout d'abord à quel point l'économie française a pu faire face ces dernières années à l'accroissement de la population active et éviter une forte poussée du chômage. Depuis 1968, les créations d'emplois n'ont jamais été aussi importantes : de 320 000 à plus de 400 000 dans les seuls secteurs de l'industrie et du commerce privé. En 1973, surtout la croissance de la population employée (environ + 3 % pour les affiliés de l'U.N.E.C.I.C. et de 2,2 % pour les autres professions) (1) a été rapide que le nombre des personnes disponibles à la recherche d'un emploi (ce qu'on appelle la population disponible) a

Le chômage des jeunes



Évolution des demandes d'emploi de jeunes âgés de moins de 25 ans, en valeur absolue et par rapport au total des demandes (sans tenir compte de la meilleure implantation de l'Agence nationale pour l'emploi)

L'imposition des plus-values du capital

(Suite de la page 13.)

L'observation serait de peu d'importance si la détermination du capital était également répartie entre les catégories socio-professionnelles et à tous les niveaux de revenu. Mais cela n'est évidemment pas l'épargne n'étant financièrement possible qu'à partir d'un certain seuil de revenu et augmentant, en valeur relative, avec le niveau du revenu. Il en résulte, du point de vue fiscal, une discrimination entre ceux des contribuables qui n'ont pas atteint le seuil d'épargne et ceux qui l'ont atteint. Elle peut, en effet, conduire à des réactions de refus de l'impôt par la grande majorité de ceux qui s'y trouvent aujourd'hui soumis. Le problème est, en le sait, d'actualité. Les déclarations faites par certaines organisations syndicales au cours de la campagne pour l'élection présidentielle montrent qu'il s'est imposé de porter la pression fiscale directe, en France, à un niveau

comparable à celui qu'elle atteint chez nos partenaires européens. Le phénomène est, d'ailleurs, aggravé par le fait que les formes de placement qui ménagent le plus de possibilités de réaliser des plus-values en France d'impôt ne sont généralement pas celles auxquelles la fiscalité a immédiatement accès la petite et moyenne épargne.

Mais en elle-même, et inacceptable dans un pays ayant atteint un niveau de développement, cette situation risque, au surplus, de porter en elle les germes de sa propre destruction. Elle peut, en effet, conduire à des réactions de refus de l'impôt par la grande majorité de ceux qui s'y trouvent aujourd'hui soumis. Le problème est, en le sait, d'actualité. Les déclarations faites par certaines organisations syndicales au cours de la campagne pour l'élection présidentielle montrent qu'il s'est imposé de porter la pression fiscale directe, en France, à un niveau

comparable à celui qu'elle atteint chez nos partenaires européens. Le phénomène est, d'ailleurs, aggravé par le fait que les formes de placement qui ménagent le plus de possibilités de réaliser des plus-values en France d'impôt ne sont généralement pas celles auxquelles la fiscalité a immédiatement accès la petite et moyenne épargne.

comparable à celui qu'elle atteint chez nos partenaires européens. Le phénomène est, d'ailleurs, aggravé par le fait que les formes de placement qui ménagent le plus de possibilités de réaliser des plus-values en France d'impôt ne sont généralement pas celles auxquelles la fiscalité a immédiatement accès la petite et moyenne épargne.

comparable à celui qu'elle atteint chez nos partenaires européens. Le phénomène est, d'ailleurs, aggravé par le fait que les formes de placement qui ménagent le plus de possibilités de réaliser des plus-values en France d'impôt ne sont généralement pas celles auxquelles la fiscalité a immédiatement accès la petite et moyenne épargne.

comparable à celui qu'elle atteint chez nos partenaires européens. Le phénomène est, d'ailleurs, aggravé par le fait que les formes de placement qui ménagent le plus de possibilités de réaliser des plus-values en France d'impôt ne sont généralement pas celles auxquelles la fiscalité a immédiatement accès la petite et moyenne épargne.

comparable à celui qu'elle atteint chez nos partenaires européens. Le phénomène est, d'ailleurs, aggravé par le fait que les formes de placement qui ménagent le plus de possibilités de réaliser des plus-values en France d'impôt ne sont généralement pas celles auxquelles la fiscalité a immédiatement accès la petite et moyenne épargne.

comparable à celui qu'elle atteint chez nos partenaires européens. Le phénomène est, d'ailleurs, aggravé par le fait que les formes de placement qui ménagent le plus de possibilités de réaliser des plus-values en France d'impôt ne sont généralement pas celles auxquelles la fiscalité a immédiatement accès la petite et moyenne épargne.

comparable à celui qu'elle atteint chez nos partenaires européens. Le phénomène est, d'ailleurs, aggravé par le fait que les formes de placement qui ménagent le plus de possibilités de réaliser des plus-values en France d'impôt ne sont généralement pas celles auxquelles la fiscalité a immédiatement accès la petite et moyenne épargne.

comparable à celui qu'elle atteint chez nos partenaires européens. Le phénomène est, d'ailleurs, aggravé par le fait que les formes de placement qui ménagent le plus de possibilités de réaliser des plus-values en France d'impôt ne sont généralement pas celles auxquelles la fiscalité a immédiatement accès la petite et moyenne épargne.

comparable à celui qu'elle atteint chez nos partenaires européens. Le phénomène est, d'ailleurs, aggravé par le fait que les formes de placement qui ménagent le plus de possibilités de réaliser des plus-values en France d'impôt ne sont généralement pas celles auxquelles la fiscalité a immédiatement accès la petite et moyenne épargne.

comparable à celui qu'elle atteint chez nos partenaires européens. Le phénomène est, d'ailleurs, aggravé par le fait que les formes de placement qui ménagent le plus de possibilités de réaliser des plus-values en France d'impôt ne sont généralement pas celles auxquelles la fiscalité a immédiatement accès la petite et moyenne épargne.

...et les aléas monétaires.

Toutefois la liaison revenu-prix des terres n'est pas absolue. Le prix des vignobles d'appellation suit des hausses très sensibles : 50 % dans l'Aude, 30 % dans le

Marne, 20 à 40 % en Saône-et-Loire, 30 à 40 % en Gironde — en dépit de l'effacement des cours du vin depuis l'automne dernier.

En fait, il semble que la conjonction agricole, les aléas monétaires, soient à l'origine d'un refus aussi sévère que l'un. Alors que depuis dix ans un capital placé en France a vu son pouvoir d'achat se dégrader constamment, le pouvoir d'achat des terres a augmenté de plus de 80 %.

Il y a à suivre que l'on doit le performance peut-être le plus remarquable : un capital théorique en naphtalène a plus que quadruplé en dix ans.

Pour les indices de rendement des terres, les rendements de la production agricole ont augmenté de 10,4 %.

En 1971, le rendement moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1972, le rendement moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1973, le rendement moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1974, le rendement moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1975, le rendement moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1976, le rendement moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1977, le rendement moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1978, le rendement moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1979, le rendement moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1980, le rendement moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

En 1981, le rendement moyen global de l'agriculture a augmenté de 10,4 %.

pour mieux s'acquiescer des propriétés terriennes et de les offrir, une fois équipées, à des exploitants pour qu'ils s'agrandissent. Or les

LE PRINTEMPS DES PRIX PLUS VITE QUE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX



LE PRINTEMPS DES PRIX PLUS VITE QUE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX

LE PRINTEMPS DES PRIX PLUS VITE QUE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX

LE PRINTEMPS DES PRIX PLUS VITE QUE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX

LE PRINTEMPS DES PRIX PLUS VITE QUE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX

LE PRINTEMPS DES PRIX PLUS VITE QUE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX

LE PRINTEMPS DES PRIX PLUS VITE QUE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX

LE PRINTEMPS DES PRIX PLUS VITE QUE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX

LE PRINTEMPS DES PRIX PLUS VITE QUE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX

LE PRINTEMPS DES PRIX PLUS VITE QUE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX

LE PRINTEMPS DES PRIX PLUS VITE QUE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX

LE PRINTEMPS DES PRIX PLUS VITE QUE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX

LE PRINTEMPS DES PRIX PLUS VITE QUE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX

150

MONDE

DE L'ECONOMIE

... LE MONDE — 9 juillet 1974 — Page 15

La « liquidité » du secteur bancaire et la spéculation sur les monnaies

Aux Etats-Unis, les dépôts à terme ne vont plus que dans les grandes banques

New-York. — Il ne sera que trop facile aux politiciens de toutes tendances de tirer des conclusions hors de propos sur le sujet des difficultés dans lesquelles se débat la banque Franklin National de New-York. Certains auront l'idée de sommer le public sur le danger de confier ses économies à une banque dont le principal actionnaire est un étranger. D'autres en tireront une leçon sur la nécessité de restreindre, ou de contrôler plus étroitement, les opérations internationales des banques de dépôt. A d'autres, enfin, le Franklin apparaît comme la « pointe de l'iceberg » causée par la politique de restriction du crédit appliquée par la Federal Reserve Bank. Autrement dit, l'effondrement de la banque est le point de subit la même sorte.

Au contraire, il y a un consensus dans les milieux financiers pour considérer que ces conclusions, basées comme elles le sont sur des données de vérité, ne vont pas à l'avantage de la banque. La banque Franklin, c'est la banque de la ville même qui l'a créée, et si M. Michael S. Gordon, et les autres dirigeants financiers, n'ont pas eu de chance dans la spéculation, ils ne peuvent en être rendus responsables, bien qu'ils aient pu contribuer à l'effondrement.

La Franklin National, organisée comme une banque de dépôts (commercial bank) selon les statuts de l'Etat de New-York (1), avait, à la fin, son siège et toutes ses succursales dans les faubourgs de Long-Island, où elle était solidement établie, quand ses dirigeants prirent la décision d'envahir Manhattan, terrain de chasse des grandes banques.

Au début, on parla beaucoup de la petite provinciale venue s'installer dans la grande ville. C'était, d'ailleurs, un thème utilisé par la publicité de la banque pour attirer la sympathie des petits déposants.

Mais la petite grande trop vite — résultat d'une politique agressive, imaginative, d'une publicité voyante — d'urgence jouant excessive pour une banque. Fin 1973, le volume des dépôts dépassait 5,72 milliards de dollars, ce qui était le même chiffre que celui de la banque des Etats-Unis.

La petite provinciale revêtit soudain aux yeux des grands l'apparence d'un monstre marin sorti des eaux de Long-Island Sound. On se souvient du reste. La banque déclara pour le premier trimestre de l'année courante un très modeste bénéfice de 522 000 dollars et renoua à payer un dividende. L'année précédente, la banque avait eu de 0,8 millions de dollars de bénéfice.

Entre-temps, les déposants ont retiré environ 20 à 25 % de leurs fonds. Du vingtième rang, la Franklin est tombée au trente-deuxième parmi les banques américaines. Mais le Federal Reserve Bank a aussi retiré jusqu'à 1 milliard. Si ce chiffre n'a pas été officiellement confirmé, il est certain que la banque centrale est intervenue, temporairement, bien que cette action ait été en contradiction avec la politique de restriction du crédit. Il semble aussi que la Fed intervienne à nouveau demain, si cela était nécessaire, pour opérer un refinancement. De son côté, le Controller of the Currency a fait pression avec succès sur les onze autres banques membres du Clearing de New-York — la Franklin étant la douzième membre — pour qu'elles consentent, sous garantie, des prêts à court terme pour un montant de 250 millions de dollars à la Franklin. En fait, ces prêts vont permettre de diminuer l'endettement de la Franklin auprès de la Fed, mais le taux d'intérêt sera évidemment supérieur (11 à 12 % environ, comparé au taux de 8 % de la Fed).

La monnaie marine une fois échouée, et à leur merci, les grandes vont-elles maintenant le dépouiller ? Il ne semble pas qu'aucune des grandes banques new-yorkaises ait besoin de douzaines de succursales supplémentaires dans la conjoncture actuelle. Les banques des autres Etats ne peuvent, de par la loi, en faire l'acquisition. Restent les banques étrangères, mais les candidatures annoncées se sont vite réduites.

La solution la plus plausible est une retraite honorable, la plus grande par les grandes, sur le territoire de Long-Island, terre d'origine de la Franklin. Il est vraisemblable que cette retraite pourrait s'effectuer dans l'ordre et le calme. M. Michael S. Gordon a offert d'investir un supplément de

50 millions de dollars pour démontrer sa bonne foi, et de déléguer son droit de vote à M. David Kennedy de la Continental Illinois de Chicago et ancien secrétaire au Trésor. Le nom d'un industriel du textile new-yorkais, M. Sol Klay, est également prononcé comme étant parmi ceux qui pourraient faire un apport de capitaux substantiel.

Tout le monde reconnaît désormais que, dans la conjoncture actuelle, seules les très grandes banques sont capables d'attirer les dépôts à terme. Les autres — la Franklin n'est pas en cela une exception — doivent se contenter des dépôts à vue et se cantonner plus ou moins dans ce qu'on appelle ici « la banque de détail ». Il est des risques, considérés comme normaux, dans d'autres circonstances et qu'elles ne peuvent se permettre de courir.

JAY MCCULLY.

L'endettement extérieur

(Suite de la page 13.)

Au lieu d'emprunter des dollars ou des devises, pourquoi les entreprises françaises d'emprunt-elles pas à l'étranger des euro-francs, c'est-à-dire des francs détenus par des non-résidents, ce qui aurait pour effet de supprimer tout risque de change ? La question peut paraître d'un caractère assez technique, mais elle vaut d'être posée car la réponse détermine la situation véritable dans laquelle se trouve encore le franc.

Dans l'état actuel de la réglementation, les banques françaises n'ont pas le droit de prêter des francs à l'étranger et par conséquent les euro-francs sont très rares. Pour un colporteur, il faut consentir des taux d'intérêt très élevés sur le base de 10,5 % pour un an, foyer qui se compare avec le taux exigé pour obtenir actuellement des euro-francs sterling (17,5 %) ou des euro-francs (21,5 %), alors que le taux comparable pour l'euro-mark et l'euro-

franc suisse est de 11 %, de 10 % pour l'euro-dollar, etc.

Une sterling, lire italienne et franc français, voilà trois monnaies qui, actuellement, offrent à maints égards les mêmes caractéristiques parce que les pays auxquels elles appartiennent sont les plus touchés par l'inflation. Il est, en effet, trop commode d'expliquer l'existence de ce déficit par le seul renchérissement des produits pétroliers. La véritable cause est la création continue d'un pouvoir d'achat excédentaire qui se porte tout naturellement sur les produits étrangers tout en accablant la hausse à l'intérieur.

En définitive, la politique d'endettement à l'étranger fait actuellement courir un double risque : les quelques entreprises privées qui se laissent tenter par ce genre d'opération pourraient bien, au cours des mois ou des années à venir, se trouver dans une situation fort difficile au moment où il leur faudrait rembourser : quant aux banques emprunteuses, la S.N.C.F., l'E.D.F., les

comptent sans doute sur le Trésor pour éponger les pertes qu'elles pourraient éventuellement essuyer. Autrement dit, c'est l'ensemble de la nation qui assume à leur place le risque de change.

Toute opération de secours se traduit par une relance de l'inflation. Après les difficultés de la Franklin, les autorités monétaires américaines ont fourni 1 milliard de dollars supplémentaires au marché. La Bundesbank vient de procéder à une action similaire pour empêcher que la débâcle de la banque Herstatt ne s'étende.

Nul doute que cette politique menée non seulement par la France mais à une échelle encore plus grande par l'Italie (dont l'endettement avoisinerait désormais 5 milliards de dollars) et la Grande-Bretagne, sans compter quelques pays plus petits, a fortement contribué à déstabiliser la situation sur le marché des euro-devises au lequel on comptait un peu trop légèrement pour éponger à perpétuité les déficits attribués à tort ou à raison à la hausse des produits pétroliers. Les emprunts lancés par les Etats ou les collectivités qui dépendent d'eux se présentent sous la forme de crédits à moyen ou long terme (cinq à dix ans) à taux renouvelable tous les six mois. Mais les banques qui se sont engagées à mettre ces sommes à la disposition des emprunteurs se réapproprient à très court terme tous les trois mois.

La « transformation » de ressources à court terme en immobilisations à long terme devant une opération particulièrement périlleuse quand les détenteurs de capitaux sont de plus en plus réticents à s'engager au-delà d'une courte période. Une des caractéristiques du marché de l'euro-dollar est que l'on ne connaît pas l'origine exacte des fonds. Dans le monde capitaliste, l'épargne sur laquelle comptent les Etats les plus respectables pour éponger leurs déficits est quasi inexistante. Les Arabes, dont on pensait qu'ils placeraient leurs fonds sur ce marché, semblent de plus en plus préférer des placements moins risqués mais plus sûrs, tels que par exemple des bons du Trésor américain qui reportent pourtant trois points de moins.

Reprise en main par les banques américaines

Dans ces circonstances, la Banque de France s'est vue obligée récemment d'avoir les principaux établissements de la place qui n'ont ni l'habitude ni le cas où l'un d'eux voudrait à prendre des engagements trop risqués sur le marché de l'euro-dollar. Affirmation surprenante alors que l'Etat a montré l'exemple par le grand emprunt lancé au début de cette année et présenté à l'opinion publique comme un succès pour le crédit de la France.

Quel qu'il en soit, la plupart des banques françaises ou étrangères estimant qu'il est désormais hasardeux de compter uniquement sur le marché des euro-dollars, dont les opérations se traitent à Londres, pour financer les opérations en devises, ont cessé d'être plus que sur les quelques dix banques spécialisées que compte la City de Londres quelques-unes au moins sont connues pour la prudence de leur situation.

Pour parler à toute éventualité, les banques sérieuses — au fort désarmement des lignes de crédit auprès des banques américaines. Ainsi la liquidité du marché européen des capitaux risque-t-elle de dépendre de plus en plus des grandes établissements bancaires d'outre-Atlantique.

C'est là un des aspects de la reprise en main de l'économie occidentale par les Etats-Unis. Les pessimistes n'excluent pas pour autant la possibilité de voir éclater une grave crise financière si tout d'un coup se produisait une ou deux salutes relatifs en cessation de paiement tel ou tel établissement opérant sur le marché international. En attendant, le marché devient de plus en plus « sélectif » : les prêteurs américains, notamment, discriminent de plus en plus les différents débiteurs. C'est ainsi, par exemple, que depuis quelques mois il est devenu de plus en plus difficile pour les banques italiennes d'emprunter. Celles-ci, pour trouver les fonds dont elles ont besoin, doivent consentir des taux d'intérêt nettement plus élevés. Il en est de même pour un nombre croissant de pays.

PAUL FABRA.

BRAVO

Bravo aux prévoyants qui
aiment bien avoir
de l'argent disponible.
Bravo aux avisés qui
préfèrent que leur argent
leur rapporte.
Bravo aux astucieux qui
vont profiter d'un nouveau
taux d'intérêt.
Bravo à tous ceux qui
ont un Compte sur Livret
du Crédit Agricole.

Après le 1^{er} avril 1974, le nouveau taux d'intérêt
sur le Compte sur Livret du Crédit Agricole
est de 7,25 % brut (5,75 % net après impôt).
Un Compte sur Livret du Crédit Agricole
vous permet d'avoir de l'argent disponible
à tout moment.

BIS!

Aujourd'hui l'histoire se répète.
Le taux d'intérêt du Compte sur Livret est à nouveau majoré : 7,25 %
(5,75 % net après impôt + 1,50 % de prime exceptionnelle d'épargne)
sans limitation de dépôt.

Le Crédit Agricole dit encore une fois bravo
à tous ceux qui lui ont fait confiance et conseille à nouveau à ceux qui
n'ont pas de Compte sur Livret d'en prendre un.
On ne sait jamais, l'histoire peut encore se répéter.

Compte sur Livret
du Crédit Agricole
Les intérêts augmentent.

CREDITAGRICOLE 8000 BUREAUX

(Publicité)
MAISON DE CHAUFFAGE OFFRE
15 tonnes TITANIUM SPONGE
50,7 °C, purifié, granulé de la paille :
12 x 70 mm
Les grandes quantités et centrales
thermiques, usines, usines de
traitement sont préférées.
Les intéressés sont priés d'adresser leur
offre aux adresses ci-dessous, par lettre.
C2-8780 STRE.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT
D'EXPERT COMPTABLE
Ancien élève de l'École
Nationale Supérieure de
Comptabilité
Demandez le nouveau Guide
des candidats au Diplôme
d'Expert Comptable
NOMME PREPARATEUR
D'ADMINISTRATION
82011 Paris 15ème 80 1073
Nominer au contrôle pétago-
giques de l'Etat
4, rue des Petites-Chartres,
75008 PARIS - CEDEX 10

LIVRES

LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Charles Bettelheim

LA LUTTE DE CLASSES EN U.R.S.S.

Première période 1917-1923

Il y a, qui pourrait paraître agaçant, est en soi très anodin, s'agissant seulement de la période 1917-1923. Mais la célèbre monographie, qui étudie l'Union soviétique depuis quarante ans, et auquel on ne peut reprocher de s'être toujours reditu, nous ouvre dans l'avenir-proche un horizon plus lointain, donc plus proche, en particulier quand il est question des « rapports d'exploitation » entre les classes sociales. Thèse générale : la révolution a bien détruit la propriété, mais non les anciens rapports sociaux. Et, dès lors, « tous ceux qui occupent les places constituent une bourgeoisie ».

Plongés dans le sujet, nous suivons une histoire minutieuse des faits survenus pendant ces six ans, le récit étant émaillé de considérations doctrinales prenant un solide appui sur les classiques, orthodoxes ou non. Les erreurs de Lénine sont expressément reconnues par lui, donc absoutes.

Trois points attirent particulièrement l'attention :

— La définition de la classe sociale. La citation donnée de Lénine ne mentionne pas la transmission des privilèges à travers les générations. Toutefois, par ailleurs, il est question de la transmission par héritage. Il n'est pas question de l'inaltérabilité sociale devant l'enseignement, mais ce sera, sans doute, pour les autres volumes. En attendant, pour bien des personnes, l'expression « catégorie sociale » conviendrait mieux que celle de classe.

— L'avenir-proche souligne l'importance du rôle de l'armée, qui oblige à consacrer 30 % du PIB aux dépenses militaires. Encore faut-il avoir ce précieux sous-jacent économique, appelé PIB, d'où une excuse, tout au moins à l'économiste ?

Nous attendons enfin parler du compromis, du « pacte de transition » et de « l'expérience pratique » (citation de Lénine). Des lors que sont évoquées ces notions, il est bien difficile de définir l'orthodoxie. Les récents discours de Fidel Castro sont troublants sur ce point.

Quelle que soient les commentaires critiques possibles, ce premier volume est un instrument de premier ordre, basé sur une documentation soignée, qui ouvre un grand débat pour longtemps.

Paris, 1974. Éditions du Seuil, Maspero, 323 pages, 45 F.

Centre des jeunes dirigeants d'entreprise

L'AUTORITÉ DE L'ENTREPRISE

FILS spirituel de juin 1955, le groupe Jeune patron, devenu Jeune dirigeant, riche aujourd'hui de trois mille adhérents, a beaucoup travaillé pour faire passer l'entreprise du droit divin au droit humain. Repoussant également l'abus du droit de l'autorité, la pensée d'aujourd'hui est de voir l'entreprise, non plus comme un lieu de soumission, mais comme un lieu de coopération. C'est pourquoi l'attention s'est pas ici de construire, de bot en bot, une maison nouvelle et de nous le cacher, c'est en fait, mais de recueillir les premières réflexions des adhérents : la maturité n'étant prévue que pour 1980, cet ouvrage n'est qu'un jeton. Sans nous attendre donc à voir analyser les notions d'autorité et même de coopération (il n'est question pour le moment que d'information et de formation, donc de mouvements partiels du haut, attachés-nous aux inférences idées émises sur l'alignement du rôle du plan et sur l'alignement des responsabilités de l'entreprise en matière d'emploi et de développement régional. A ce stade, les syndicats n'apparaissent pas encore dans ce chantier.

Suivons avec intérêt cette évolution vers un droit de l'entreprise en nous souvenant qu'en matière sociopolitique, le plus grave défaut est... l'anachronisme.

Paris, 1974. Flammarion, 270 pages, 50 F.

Jean Lhomme

POUR UNE SOCIOLOGIE DE LA CONNAISSANCE ÉCONOMIQUE

SUJET presque tabou, tant l'ignorance est admise, sinon bien vite, lorsqu'elle est suffisamment érudite. Et, dans le bain fidèle, comme les économistes de sa génération, M. Jean Lhomme a traversé la crise, le Front populaire, la guerre, l'occupation et la réimpression des multiples supérieurs que nous observons et subissons depuis trente ans. Quelconque à beaucoup vu (et bien vu) peut avoir beaucoup mieux. Ce qui le trahit le plus dans ce panorama, c'est l'ignorance des contemporains au sujet de leurs affaires temporelles, ignorance qui n'empêche et rien, bien au contraire, jugement formel ni interventions.

Tout est prenant dans cet ouvrage, et bien souvent concernant par les constatactions : le caractère des

moyens audiovisuels, par exemple, qui sacrifient l'information au spectacle, ou les conclusions et ignorances sur l'emploi.

Non moins préoccupant est le résultat des enquêtes faites pour sonder la connaissance dont la plus saillante est celle du C.E.R.C. due à M. Mémard. La non-façon entre la production et le revenu nous attise, sans être, loin de là, le seul fait économique. Quant à l'analyse de R. Kasa, elle porte plus sur les opinions et les attitudes que sur le comportement, en particulier la connaissance des faits trop négligés, de façon générale, comme dans tout travail de ce genre.

Avant de dire illusions — même chez les intellectuels — concernant des notions, (par exemple, les investissements qui créent le chômage), se dégage l'idée que la non-information est moins dommageable peut-être que la contre-information, si courante dans les meilleures sources. Mais peut-être une enquête plus d'intérêt pourrait-elle être faite sur les connaissances économiques... des informateurs.

Il y a beaucoup à savoir encore sur l'ignorance. Saluons ce premier pas.

Paris, 1974. Éditions L'Économiste (plus délicate), 127 pages, 30 F.

Jacques Wolff

SOCIOLOGIE ÉCONOMIQUE

C'EST second ouvrage d'une trilogie semi-équilibrée consacré par le ministre des finances ? Il trouverait, en tout cas, un bon nombre de pages rédigées à son intention, notamment celles qui concernent « la hiérarchie et la force » de ce grand décideur, sans oublier les groupes de pression, la classe dominante, les bureaux, l'opinion, etc., mais sans mention toutefois de la redoutable opposition sociale. Cet exposé troublant est suivi de textes... résumés sur les différences de formation des ministères des finances, dont des savoureux commentaires de... Boubouliat.

Bien d'autres décideurs sont ensuite passés en revue (non les journaux, ni les professeurs d'économie, réservés pour le volume suivant) et nous passons à la si peu rationnelle irrationalité.

Exprimons au professeur de Paris-trois notre satisfaction pour d'autres : celui de nous avoir appris des calculs et des modèles, par simple habitude scientifique, celui de nous avoir exposé les problèmes de population, ni même le vieillissement, si ignoré par ceux qui prétendent, enfin, d'avoir cité une vue d'Adolphe Landry, dont nous faisons, si discrètement, le centenaire.

Des textes bien choisis complètent chaque chapitre de cette lecture agréable, rafraîchissante, qui serait particulièrement utile à ceux qui voient tout en simple.

Paris, 1973. Éditions Cujas, 510 pages, 40 F.

Jean Marcewski

CRISE DE PLANIFICATION SOCIALISTE ?

L'HISTOIRE quantitative de la France, à laquelle il a fait faire des pas de géant, n'a jamais été un échec. Jean Marcewski, de savoir, de façon continue, les économies socialistes européennes, dont il est un des meilleurs spécialistes mondiaux. Son dictionnaire est avec minutie et clarté la chemise, presque logique, la situation actuelle et ses contradictions, enfin les perspectives.

En premier lieu vient l'agriculture, assez diverse selon les pays, mais en grands progrès partout, ce qui n'est pas en contradiction avec l'abondance... l'intensification des semailles, puisque la machine est loin d'être libre.

La phase primitive — à peu près stalinienne — de l'organisation industrielle est suivie d'une période de réformes marquée de progrès importants et inhabituels, parmi lesquels figure en bonne place la reconnaissance du taux d'intérêt, condamné dogmatiquement, comme un coupeur qui le serait en cœur d'acier.

Les obstacles de l'organisation sont loin d'être surmontés et pourraient se concrétiser dans la difficulté de trouver... un bon indicateur de production. La Yougoslavie n'est pas oubliée (Albanie, cependant, n'est pas traitée), non plus que l'expérience de Tchèque, ni surtout de l'artisanat, aussi important que mal connu, mais dont il aurait été utile de pénétrer le mécanisme officiel.

Faut-il ranger dans les premières causes de l'instabilité relative l'importance du nombre du cultivateur (réserve de main-d'œuvre) ? L'instabilité des stimulants, parmi lesquels sont cités en tête la concurrence, bien sûr, mais aussi... l'existence des grèves ?

Si riche est le matériau que n'est pas trouver place ni les migrations (ou plus de migrations) ni les retelles, le logement ou la stabilité. Un second repère que demandent les convives, après une telle chère.

Paris, Presses universitaires de France, 1973, 226 pages, 42 F.

Raphaël Mahoux

LE GASPILLAGE DU CAPITAL HUMAIN DANS L'ENTREPRISE

Une enquête auprès de mille deux cents cadres et de trois cents dirigeants

Préface de Joseph Bastia

Si le mot « gaspillage » est en train de faire fortune, faut-il dire que celui des nations, c'est qu'il permet d'agréables dévouements via-via d'autrui et que, fort mal défini, il prête généralement à confusion.

Il ne s'agit ni de plaintes sur l'impertinence, comme on pourrait le croire, ni de recherches techniques de meilleures gestions. Ce sont des résultats d'une enquête fort délicate auprès des intéressés (non seulement sur eux, sur la façon dont ils se jugent utilisés).

Faut-il s'étonner de voir le plupart des répondants dénoncer la sous-utilisation de leur moi et d'apprendre que 80 % de personnes interrogées ne sont pas heureuses dans leur travail ? Il est vrai que l'ambiance de l'enquête s'y prête un peu, donc notre époque, si éloignée de l'orthodoxie comme de l'autonomie.

Nous est rappelé ensuite que jamais la société ne fait autant appel aux psychologues. Peut-être faudrait-il, au-delà de cette vérité statistique, déterminer où sont la cause et l'effet.

Gardons-nous de jeter à quiconque la pierre ; la psychologie n'est pas encore trouvée dans ce domaine.

Varin, 1974. Éditions Marabout, 200 pages, 20 F.

Jean-François Bergier

NAISSANCE ET CROISSANCE DE LA SUISSE INDUSTRIELLE

DANS son célèbre Voyage en Suisse, Alexandre Dumas nous parlait beaucoup moins d'industrie que de glaciers, de bords, de rochers et de traites. Et pourtant.

L'émigrant Vouleis, professeur à Genève et Zurich, nous convie à remonter fort haut, non seulement à l'industrie avant l'industrie, mais à la pré-industrie. Nous suivons ensuite le Moyen Âge, tout émaillé d'une documentation aussi claire, comme aussi de l'espérance, l'industrialisme de ces habitants, non sans nous offrir, néo-pectivement, une loi de plus, de voir l'horlogerie française, chassée pour hérisse, se réfugier à Genève.

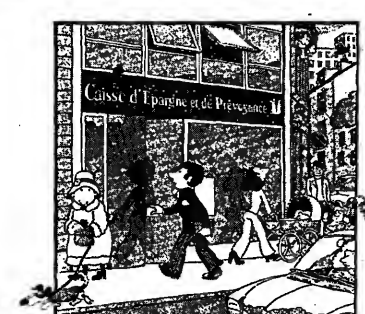
Au moment décisif, le dix-neuvième, deux grands auteurs : la main-d'œuvre qualifiée et l'agriculture forte, nous retrouvons ici P. Baillet et W. Roemer, le premier moins spectaculaire sans doute, mais combien plus pénétrant.

Quel qu'il en soit, l'industrie suisse prend une place de choix dans les domaines les moins étendus ; peut-être les maîtres colorantes et le pharmacie seraient-elles méritées un peu plus de substance, tant elles devaient à l'extrême le grand secret de ce pays, dépourvu de ressources naturelles. Les deux hommes qui le forme et les produits que l'importe, l'utilisent l'ingénieur universel en soi-même, le maître génie.

Réagissons un peu le manque d'indices quantitatifs nationaux et surtout l'absence de données sur les hommes, en particulier sur le renversement le plus étonnant de tous les temps en matière de migrations. Nous se-lèrons quelque jour ces compléments vides.

Cet excellent ouvrage, maniable à souhait, doit avoir en place dans toute bibliothèque, d'historien et d'économiste, bien sûr, mais, aussi, de tout autre.

Berne, 1974. Éditions Francke, 170 pages.



6,50% d'intérêt fixe.
Plus une prime temporaire de 1,50%.
C'est maintenant qu'il faut déposer
vos argent sur votre livret.

Le taux d'intérêt des livrets vient d'être relevé. Il est maintenant de 6,50 % pour le livret A, exonéré d'impôt. Et de 6,50 % également pour le livret B, avec option fiscale.

Et cette année, vous allez profiter d'une prime temporaire de 1,50 %, qui récompensera l'accroissement de vos dépôts entre le 1^{er} et le 2^e semestre 1974. Cette prime est exonérée d'impôt sur le livret A et donne droit à l'option fiscale sur le livret B. Elle s'applique seulement aux livrets ouverts avant le 31 Mai 1974.

Si vous avez atteint le plafond sur votre livret A, vous bénéficiez de dispositions spéciales : renseignez-vous auprès de votre Caisse d'Épargne.

Bien sûr, plus tôt vous déposerez votre argent, plus votre prime sera importante à la fin de l'année. C'est logique. Et votre argent continue à être disponible dans 19.000 points d'accueil, à tout moment.

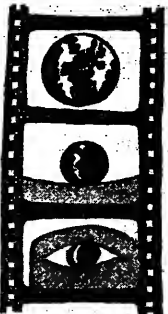
Caisses d'Épargne et de Prévoyance.
Nous vous offrons souvent plus. Et peut-être mieux.

1,50

1950

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma



L'Hollywood story d'un jeune exploitant

Le public n'est pas en vacances, mais il est en quête de nouvelles sensations. C'est pourquoi il fréquente le cinéma depuis des années. Et maintenant, il est prêt à tout pour voir un bon film. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Programmer un cinéma, c'est exercer une double activité. Il y a la technique, et il y a l'art. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Nous offrons portrait d'un jeune homme, Alain, qui a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Emmanuel, un jeune homme de 15 ans, a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Ce programme a un petit air d'histoire, mais il est en fait une histoire vraie. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Centre national français du film, qui a été créé en 1969, a pour but de promouvoir le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Festival Roger Vittoz, qui a lieu à Annecy, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

A PROPOS DE « GÉNÉRAL AMIN DADA » UN CERTAIN MÉPRIS POUR LES AFRICAINS

L'autobiographie cinématographique du président de la République du Congo, s'agit d'un film commercial, de longue haleine d'actualité étonnante, qui se présente comme un grand succès parisien qui présente Général Amin Dada.

C'est le cas d'Ammin Dada, qui a été élu président de la République du Congo. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le film, qui a été réalisé par Jean-François Chénou, est un grand succès parisien. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Nous offrons portrait d'un jeune homme, Alain, qui a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Emmanuel, un jeune homme de 15 ans, a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Ce programme a un petit air d'histoire, mais il est en fait une histoire vraie. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Centre national français du film, qui a été créé en 1969, a pour but de promouvoir le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Festival Roger Vittoz, qui a lieu à Annecy, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le film, qui a été réalisé par Jean-François Chénou, est un grand succès parisien. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Nous offrons portrait d'un jeune homme, Alain, qui a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Emmanuel, un jeune homme de 15 ans, a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Ce programme a un petit air d'histoire, mais il est en fait une histoire vraie. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Centre national français du film, qui a été créé en 1969, a pour but de promouvoir le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Festival Roger Vittoz, qui a lieu à Annecy, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Ce programme a un petit air d'histoire, mais il est en fait une histoire vraie. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Centre national français du film, qui a été créé en 1969, a pour but de promouvoir le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Festival Roger Vittoz, qui a lieu à Annecy, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Festival

Les Rencontres de La Rochelle en quête de leur public

La Rochelle. — Les Deuxièmes Rencontres internationales d'art contemporain s'achèvent dans une atmosphère d'attente et de retour, les colloques, les expositions, bref, en un milieu vital qui donne leur sens à ces manifestations venues de loin et souvent de très loin.

Le festival, qui a lieu à La Rochelle, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Nous offrons portrait d'un jeune homme, Alain, qui a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Emmanuel, un jeune homme de 15 ans, a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Ce programme a un petit air d'histoire, mais il est en fait une histoire vraie. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Centre national français du film, qui a été créé en 1969, a pour but de promouvoir le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Festival Roger Vittoz, qui a lieu à Annecy, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Ce programme a un petit air d'histoire, mais il est en fait une histoire vraie. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le festival, qui a lieu à La Rochelle, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Nous offrons portrait d'un jeune homme, Alain, qui a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Emmanuel, un jeune homme de 15 ans, a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Ce programme a un petit air d'histoire, mais il est en fait une histoire vraie. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Centre national français du film, qui a été créé en 1969, a pour but de promouvoir le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Festival Roger Vittoz, qui a lieu à Annecy, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Ce programme a un petit air d'histoire, mais il est en fait une histoire vraie. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Centre national français du film, qui a été créé en 1969, a pour but de promouvoir le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le festival, qui a lieu à La Rochelle, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Nous offrons portrait d'un jeune homme, Alain, qui a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Emmanuel, un jeune homme de 15 ans, a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Ce programme a un petit air d'histoire, mais il est en fait une histoire vraie. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Centre national français du film, qui a été créé en 1969, a pour but de promouvoir le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Festival Roger Vittoz, qui a lieu à Annecy, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Ce programme a un petit air d'histoire, mais il est en fait une histoire vraie. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Centre national français du film, qui a été créé en 1969, a pour but de promouvoir le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Exposition

LA « BANDE A SCHNEGG »

Le nom d'un jeune homme, Alain, qui a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Emmanuel, un jeune homme de 15 ans, a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Ce programme a un petit air d'histoire, mais il est en fait une histoire vraie. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Centre national français du film, qui a été créé en 1969, a pour but de promouvoir le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Festival Roger Vittoz, qui a lieu à Annecy, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Théâtre

A Nancy

Le festival, qui a lieu à La Rochelle, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Nous offrons portrait d'un jeune homme, Alain, qui a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Emmanuel, un jeune homme de 15 ans, a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Ce programme a un petit air d'histoire, mais il est en fait une histoire vraie. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Centre national français du film, qui a été créé en 1969, a pour but de promouvoir le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Télévision

République et démocratie

Le festival, qui a lieu à La Rochelle, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Nous offrons portrait d'un jeune homme, Alain, qui a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Emmanuel, un jeune homme de 15 ans, a commencé à programmer un cinéma à l'âge de 15 ans. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Ce programme a un petit air d'histoire, mais il est en fait une histoire vraie. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le Centre national français du film, qui a été créé en 1969, a pour but de promouvoir le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Petites nouvelles

Le festival, qui a lieu à La Rochelle, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

OFFREZ

loterie nationale

de la CHANCE à ceux

QUE VOUS AIMEZ

Le festival, qui a lieu à La Rochelle, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le festival, qui a lieu à La Rochelle, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

Le festival, qui a lieu à La Rochelle, est un événement important pour le cinéma français. C'est pourquoi il est prêt à tout pour voir un bon film.

LA VIE ÉCONOMIQUE

ÉNERGIE

SELON LE «SUNDAY TELEGRAPH»

Le gouvernement travailliste prendrait le contrôle des sociétés opérant dans la zone britannique de la mer du Nord

Le gouvernement travailliste de M. Wilson envisagerait de prendre une participation de 51 % dans les sociétés exploitant la pétrole « britannique » de la mer du Nord. Telle serait, selon le « Sunday Telegraph », l'une des principales mesures contenues dans un Livre blanc préparé par le ministre de l'Énergie, M. Edey.

Ce document (qui serait publié dans une dizaine de jours) préconiserait également :
 • Une augmentation du prix des licences accordées par le gouvernement aux compagnies prospectant et exploitant le pétrole en mer du Nord.
 • La création d'une société nationale à laquelle les compagnies pétrolières devraient obligatoirement vendre leur pétrole.

En outre, diverses mesures seraient prises afin de faire bénéficier l'économie d'une part importante des ressources du pétrole de l'État, de nombreux pétroliers se trouvant en effet au large des côtes écossaises. Les travaillistes voudraient ainsi réaffecter aux mouvements nationaux les terrains perdus aux dernières élections.

Le gouvernement s'est refusé, jusqu'à présent, à tout commentaire sur les « relations » de Sunday Telegraph. Lors de la campagne électorale de février 1974, une note polémique avait opposé travaillistes et conservateurs à propos de l'exploitation du pétrole de la mer du Nord. M. Wilson avait notamment affirmé que le pétrole et les bénéfices qu'il apportait devaient « appartenir au pays » et non à des sociétés anonymes multinationales.

Il est à prévoir que les conservateurs vont réagir vivement aux

CONJONCTURE

LES CRAINTES SUR L'EMPLOI SONT TRÈS EXAGÉRÉES
 déclare M. Giscard d'Estaing à M. Bergeron

« Les craintes concernant l'emploi sont actuellement très exagérées », déclare M. Giscard d'Estaing, à M. Bergeron, secrétaire général de l'Union ouvrière, à l'issue de l'entretien qu'il a eu, le 5 juillet, avec le président de la République.

Le syndicaliste a indiqué que la conversation avait beaucoup porté sur l'emploi et sur la hausse des prix. M. Giscard d'Estaing a réaffirmé sa volonté de lutter contre l'inflation, « qui est une existence tout particulièrement française que pour les travailleurs ». Il estime qu'il y a des chances de réussite et a pu prouver d'un optimisme relatif, conscient des difficultés. Le président a également confirmé que la politique contractuelle ne serait pas remise en cause, « qu'il s'agit de l'économie chômage ou des retraites complémentaires ou de tout autre système ».

Pour parer aux risques de crise

M. OLIVIER LONG PROPOSERAIT LA CRÉATION D'UN GROUPE DE HAUT NIVEAU AU SEIN DU GATT

Selon le correspondant à Genève du Washington Post, M. Olivier Long, directeur général du GATT (accord général sur les tarifs et le commerce) aurait proposé, à l'occasion de la réunion du 28-29 juin, de mettre en place, au sein du GATT, un groupe à haut niveau pour traiter des situations de crise en matière de commerce international.

A l'issue du Comité des gouverneurs du Fonds monétaire international, le groupe de travail du GATT ne comprendrait pas plus de vingt-huit membres. M. Long aurait demandé qu'une décision soit prise à ce sujet au début de l'automne.

Au même moment, sera créé au sein du F.M.I., le comité intermédiaire des gouverneurs qui devra prendre la suite du comité des gouverneurs de la réforme monétaire.

• **RÉDUCTION DE PERSONNEL**
 HENRI LAFONT

Dans ses deux usines Cowley et Oxford, la direction entend diminuer de 10 % l'importance des effectifs et améliorer de 7 % la productivité sur les chaînes. Il est prévu d'arriver à ce résultat sans licenciement par des encouragements aux départs volontaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SLEVE

Rappelons que, depuis le 15 juin 1974, la société procède à l'extension d'obligations convertibles pour un montant de 12 millions de F. Ces obligations sont émises par SLEVE 267 F, offrant au souscripteur un rendement annuel brut de 5,75 % avec un loterie de 5,75 %.

Elles pourront à tout moment être échangées contre des actions, à raison, à partir du 15 janvier 1975, et jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois après la date à laquelle elles auront été approuvées au remboursement.

Les fonds collectés contribueront notamment au développement de la structure financière et viendront s'ajouter à l'autofinancement qui, pour l'exercice 1974, devrait représenter un montant de 21 millions de francs environ.

En outre, cette émission, pour laquelle des actionnaires ont répondu à leur droit de souscription, permettra une plus large diffusion sur le marché.

S.A.L.O. du 17/6/1974. Via COB N 74-59 du 21/6/1974.

COLLOQUES

LES EXPERTS COMPTABLES VEULENT DEVENIR LES «CHIEFS D'ORCHESTRE» DES GRANDES SOCIÉTÉS

(De notre correspondant.)

Bordeaux. — Le septième congrès national de l'Institut français des experts-comptables, lequel réunit près de trois mille personnes, s'est tenu du 3 au 7 juillet à Bordeaux. Trois cents congressistes ont débattu de la formation de l'expert-comptable, le but étant de fournir aux entreprises des professionnels capables de leur apporter ces instruments de gestion indispensables que constituent la certification des informations.

Les congressistes ont insisté sur la nécessité d'offrir aux futurs experts-comptables plusieurs voies d'accès à la profession. La voie normale consisterait dans une formation spécifique mais non exclusive dispensée par l'enseignement supérieur. Il s'agirait aussi de développer des méthodes qui permettraient aux élèves des grandes écoles de former vers l'expertise comptable.

Les congressistes ont également insisté sur la nécessité de l'enseignement des matières traditionnelles comptables et techniques de l'enseignement théorique soit étendu à d'autres disciplines telles que les techniques de communication, la psychosociologie, l'informatique.

PRICEL

Les actionnaires de la société se sont réunis le 28 juin 1974 en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, sous la présidence de M. Charles-Albert de Wacziarg.

L'assemblée générale a approuvé les comptes de l'exercice 1973, qui se soldent par un bénéfice net de 10 217 017 F, contre 21 219 F en 1972, en augmentation de 47,7 %.

Elle a décidé la répartition d'un dividende net de 15,5 F, au lieu de 15 F pour l'exercice 1972. Ce dividende est distribué sous forme d'actions, soit, après déduction des réserves, 1 500 000 actions, soit, après déduction des réserves, 1 500 000 actions.

Il est, en effet, rappelé que la cession d'administrations, dans le cadre du 28 février 1974, a donné lieu au doublement du capital par incorporation de 1 500 000 actions nouvelles, d'une action gratuite, jouissance immédiate, contre une action ancienne, dont la répartition matérielle sera liquidée au 31 décembre 1974.

Cette assemblée a également approuvé le projet de M. Paul Delattre administrateur et renouvelé les mandats de M. Charles-Albert de Wacziarg, Bernard Gillet, Roger Morel et René Yalou.

L'assemblée générale extraordinaire, tenue à l'issue de la précédente, a donné son accord à la fusion de la société avec la société SLEVE.

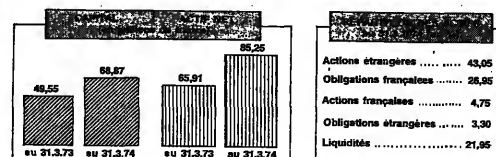
Le montant du dividende sera réinvesti en actions de la Société, en franchise totale de droit d'enregistrement, pendant un délai de trois mois à compter de la mise en distribution.

Au cours de l'exercice, le valeur liquidative de SLIVINTER a reculé de 6,94 %, revenant de F. 135,01 à F. 123,78.

SLIVINTER

Société Lyonnaise d'Investissement en Valeurs Internationales
 Société d'investissement à Capital Variable — Ordonnance du 2 novembre 1965
 Décret du 28 décembre 1967 et du 28 septembre 1968
 Siège social : 48, Avenue de l'Opéra — 75002 PARIS
 R.C. Paris N° 541

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE du 28 juin 1974



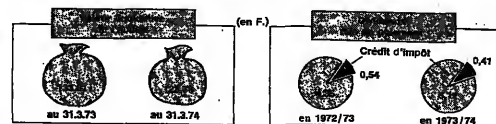
L'Assemblée Générale réunie le 28 juin 1974 sous la présidence de M. Gilbert CAZES et approuvée les comptes de l'exercice 1973-1974. Le bénéfice distribuable s'élève à F. 3.518.746. L'Assemblée a décidé d'attribuer à chaque action un revenu global de F. 5,52 composé d'un dividende net de F. 5,11 et d'un impôt déjà payé au Trésor de F. 0,41.

Le dividende est matérialisé par le paiement à partir du 1^{er} juillet 1974 :
 - du coupon n° 9 de F. 2,46 représentant le produit des obligations françaises non indexées,
 - du coupon n° 10 de F. 2,65 correspondant aux autres revenus encaissés par la Société.

Ces coupons donnant droit à des crédits d'impôt respectivement de F. 0,25 et F. 0,12.

Le montant du dividende pourra être réinvesti en actions de la Société, en franchise totale de droit d'enregistrement, pendant un délai de trois mois à compter de la mise en distribution.

Au cours de l'exercice, le valeur liquidative de SLIVINTER a reculé de 6,94 %, revenant de F. 135,01 à F. 123,78.



Au cours de son allocation, le Président a précisé que le recul de la valeur liquidative de l'action SLIVINTER de F. 123,78 au 31 mars 1974, s'explique par le fait que le cours de la bourse et notamment de la valeur des actions de la Société, a été renforcé par la hausse des valeurs liées au secteur du pétrole au Canada et aux États-Unis, lesquelles figurent dans le portefeuille de SLIVINTER.

Aussi, la Société s'est-elle renforcée ses liquidités par la vente de 25,65 % des actions de la Société, à 21,95 F, y a trois mois. En contrepartie, le part des actions françaises a été réduit de 2,10 %.

Par contre, le poste des obligations étrangères a été augmenté à 5,20 % contre 2,10 %.

L'ORÉAL Assemblée Générale du 28 Juin 1974

Réunie sous la présidence de M. François Dalle, l'Assemblée Générale a approuvé les comptes de l'exercice 1973 :
 • Chiffre d'affaires consolidé : 7.127,1 millions (+42,2 %)
 • Bénéfice net consolidé : 1.127,1 millions (+27,4 %)
 • Bénéfice net par action (part du Groupe) : 54,40 (+27,4 %)
 (les comptes corrigés les chiffres de l'exercice 1973 sont les suivants : Chiffre d'affaires consolidé : 7.127,1 millions (+42,2 %) Bénéfice net par action (part du Groupe) : 54,40 (+27,4 %))

Les dividendes sont :
 • Dividende global par action : 12,5 F
 • Dividende global par action : 12,5 F
 • Dividende global par action : 12,5 F

Nouveaux Administrateurs :
 C. Zarka, G. G. L'Oréal, P. Lottier-Vogt, P. Adm. Del. Adm. Alimentaire S.A., A. Frier, D. G. Nestlé-Alimentaire S.A.

GROUPE ROBECO

Le 3 juillet, le montant de la souscription à l'émission d'obligations de Robeco, a été de 20 millions de francs.

NOVACEL

L'Assemblée ordinaire, tenue le 21 juin sous la présidence de M. Cor

Le chiffre d'affaires hors taxes de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 75 812 000 F, et le bénéfice net de l'exercice, après déduction des impôts, des amortissements et des provisions pour dépréciation, s'est élevé à 10 308 000 F.

Les chiffres correspondants de l'exercice 1972 s'élevaient respectivement à 65 000 000 F et à 8 000 000 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

COGEDIM

L'Assemblée des actionnaires tenue le 28 juin 1974, Monsieur René DUBOIS, Président du Conseil d'Administration a approuvé les comptes de l'exercice 1973.

Les 18 programmes immobiliers novacels lancés en 1973 représentent :
 • 1 100 logements
 • 67 000 m² de bureaux, commerces et entrepôts

commercialisation : 451.000.000 F

Les résultats commerciaux ont été un nouveau record supérieur à l'exercice 1972, ils ont permis de réaliser un bénéfice net de 13.100.000 F, en augmentation de 18 % par rapport à l'exercice 1972.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

Le dividende global par action de la NOVACEL pour l'exercice 1973 s'est élevé à 12,5 F, et le dividende global par action de l'exercice 1972 s'est élevé à 10,5 F.

LES MARCHÉS FINANCIERS

ALLEMAGNE

DIMINUTION DE L'ACTIVITÉ DES BOURSES ALLEMANDES

Le chiffre d'affaires de la Bourse des valeurs de Francfort a diminué de 10,5 % par rapport à 1974, de 20 % par rapport à 1973. Il s'est établi à 6,3 milliards de DM contre 8,3 milliards l'année dernière. Le recul est plus sensible sur le marché des actions (2,9 milliards contre 4,5 milliards) que sur le marché des valeurs à revenu fixe (3,4 milliards contre 4 milliards).

A Dusseldorf, le recul du chiffre d'affaires est encore plus important : - 30 %. Selon la direction de la Bourse, le part de la place de Dusseldorf dans le chiffre total de toutes les Bourses d.R.F.A. reste inchangé.

HAUSSE DES COURS DU NICKEL ET DU MANGANESE

Alors que l'ensemble des métaux non ferreux traversent une période ascendante, les cours du nickel et du manganèse font exception et sont tendus à la baisse.

Les cours extrêmes du nickel se situent entre 2,20-2,35 dollars par livre-poids à Londres pour les plus hauts de 1974 et à 1,42-1,52 pour les cours les plus bas. Durant la semaine, les cours se sont élevés à 2,25-2,40, ce qui constitue un cou-

Il est à noter que la plupart des producteurs ont récemment augmenté leurs prix à 1,85 dollar par livre-poids contre 1,62 précédemment.

Quant au magnésium, les prix ont atteint 630-850 livres sterling par 1000 (CIR), en hausse de 10 livres par rapport à la semaine dernière. La demande demeure très forte depuis le début de l'année, malgré les ventes effectuées sur les stocks stratégiques des Etats-Unis. On s'est en effet espéré que les ventes américaines seraient en mesure de satisfaire la demande. — (Agf.)

LONDRES

Mieux disposé

La tendance se raffermît quelque peu, lundi à l'ouverture. Seuls les pétroles perdent encore du terrain. Stabilité des mines d'or. Progrès des fonds d'Etat.

VALEURS	CLOTURE	CLOTURE
	87	87
War Loan 3 1/2 % ..	23 7/8	23 3/4
Rechnungs	188	190 1/2
British Petroleum	355	350 1/2
Shell Petroleum	178	177
Victoria	105	108 1/4
Imperial Chemical	964	250
Synthetic	92	90 1/4
% Duers	218	220
% Western Holdings	24 1/4	24
Rio Tinto Zinc Corp.	122	122
% West African	32 1/2	32 3/4

INDICES QUOTIDIENS

	4 juill.	5 juill.
Valeurs françaises ..	78,4	78,2
Valeurs étrangères ..	86,2	85,8
C= DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 28 déc. 1961.)		
Indice général	65,4	66,2

B. A. I. O.

[illegible]

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yens) ..	287 87	288 07
-----------------------	--------	--------

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

VINIPREX. — La progression du chiffre d'affaires en 30 juin 1974 s'est élevée à 18 %.

total s'élève à 182 124 000 F
usuel est habilité à porter, sur

Lambert Frères et Cie. — L'attribution des actions créées en représentation de l'augmentation de capitalisation de la Société des réserves débuteront le 10 juillet 1874.

S.J.A.S. — Émission d'un emprunt de 30 362 180 F représenté par 101 207 obligations de 300 F nominal émises en pair, qui bénéficieront d'une opération d'échange contre des actions de la société les Produits organiques du Santerre à Osmay ».

Ces obligations, qui seront créées jouissance 1^{er} juillet 1874, rapporteront un intérêt de 3 %. L'emprunt sera remboursé par annuités à partir du 1^{er} juillet 1878.

MARCHE MONÉTAIRE

	Banque de France	du marché
Effets publics...	
Effets privés...	14 1/8 %
Coyen terme...	12 1/4 %

BOURSE DE PARIS — 5 JUILLET — COMPTANT

[illegible][illegible][illegible]

MARCHÉ À TERME

[illegible]

+ VALEURS DONNANT LIEN A DES OPERATIONS ETENUES SEULEMENT

[illegible]

